

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1328

30 mai 2012

SOMMAIRE

Atmosfaehr S.A.H.	63741	SEB 5 - SICAV - FIS	63744
Ceva Freight Luxembourg S.à r.l.	63728	SEB 6 - SICAV - FIS	63744
C.Gen S.A.	63698	Services Produits Solutions Sàrl	63737
Dassia S.A.	63734	SG Issuer	63740
Dexia Bonds	63740	Shamil Real Estate Financing S.A.	63737
Diapason Investissements S.A.	63732	Shamil Real Estate Investment S.A.	63738
Eclipp L	63703	Simplify S.C.A., SICAV-FIS	63739
EP Galileo France 1 S.à r.l.	63735	Sinequanon Real Estate Services S.C.A.	63740
Events and Business Organisation S.A. ...	63730	Société Générale d'Arbitrages et de Parti- cipations Luxembourg S.A.	63740
FINANCIAL BIS Spf S.A.	63744	Spring Laurel S.à r.l.	63741
Financière Tiara	63729	Starbev Holdings Sàrl	63741
HK Concept S.à r.l.	63738	Starbev Investments Sàrl	63742
IPConcept Fund Management S.A.	63725	Starbev Participation Sàrl	63742
Juna Global Trends FCP-FIS	63713	Summer Soca LNG Liquefaction S.A.	63742
MEIF Luxembourg Feeder S.à r.l.	63725	Teck Luxembourg Sàrl	63734
Mobey S.A.	63728	Tele Columbus Holdings S.A.	63738
Regus No. 3	63727	Thames River Property (Securities) S.à r.l.	63744
Regus No.4	63729	TN Espo S.A.	63742
Regus No. 6	63728	TrefilARBED Grembergen S.A.	63737
Riverland 2 S.à r.l.	63732	Wingfield International Finance	63739
Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l.	63735	Worldselect One	63714
Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l.	63735		
Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l.	63735		
Schering-Plough Luxembourg S.à r.l.	63737		

C.Gen S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 260.000.000,00.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 137.849.

PROJET DE TRANSFERT D'UNIVERSALITÉ

Le Conseil d'Administration de la société anonyme C.GEN S.A. (ci-après désignée la «société apporteuse») avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.849, ici représentée par tous ses administrateurs actuellement en fonction à savoir:

- Monsieur Camille CIGRANG, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller
 - Monsieur Freddy BRACKE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller
 - Monsieur Michel JADOT, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller
 - La société ADEHLYS N.V., avec comme représentant permanent Monsieur Wim Heyselberghs, ayant son siège social Rechtstraat 97, B-2570 Duffel
- propose aux actionnaires de réaliser le transfert d'universalité de ladite société C.GEN S.A.:

*Présentation du transfert d'universalité***But de l'opération**

Le transfert s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Groupe C.GEN et consiste en la création d'un ensemble industriel pour les activités de construction et d'exploitation de centrales électriques en Belgique, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas et ainsi structurer et donner plus de flexibilité pour que des tiers puissent entrer en «joint-venture».

Description des sociétés concernées par le transfert d'universalité (art. 289 (2) a) LSC)

Identité de la société apporteuse: C.GEN S.A., société anonyme avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, RCS Luxembourg B 137.849, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 8 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1142 du 8 mai 2008.

Le capital social est fixé à 260.000.000,00 EUR représenté par 9.000 (neuf mille) actions A et 1.000 (mille) actions B sans désignation de valeur nominale, chacune entièrement libérée.

La société a pour objet social de prendre des participations sous quelque que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que aliéner par vente, échange ou de toute autre manière des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, administrer, contrôler et développer de telles participations.

La société peut notamment prendre des participations dans des sociétés ayant pour objet la production, le transport, la transformation, la distribution et la commercialisation d'énergie sous toutes ses formes et de toutes sources d'énergie, telle que l'électricité; dans des sociétés ayant également pour objet le développement, la fourniture de toutes prestations en matières de services énergétiques, l'étude, la promotion et la valorisation de toutes formes et toutes sources d'énergie.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

Elle pourra également réaliser toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

L'apport s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation interne du Groupe C.GEN S.A.

Il est donc proposé aux actionnaires de la société C.GEN S.A. d'approuver le transfert, sans dissolution, de l'intégralité de son patrimoine actif et passif à une nouvelle société anonyme à constituer, C.GEN S.A. se transformera en société holding pure de la société bénéficiaire de l'apport.

Identité de la société bénéficiaire des apports résultant du transfert d'universalité

C.GEN bis S.A., société anonyme, avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, en voie de constitution, ci-après dénommée «société bénéficiaire», détiendra, à l'issue du transfert d'universalité, l'intégralité du patrimoine actif et passif de la société C.GEN S.A.

Le projet de statut de la société ci-dessus bénéficiaire des apports résultant du transfert d'universalité est annexé au présent projet en annexe 1.

C.GEN S.A. faisant l'apport d'universalité et la société bénéficiaire à constituer décident expressément et d'un commun accord de soumettre l'opération au nouveau régime des dispositions de la loi du 10 août 1915, et plus particulièrement l'article 308bis-4, relatives à la scission et de bénéficier ainsi de l'effet de la transmission d'universalité.

Sur base du présent projet de transfert d'universalité et conformément aux articles 285 à 308, hormis l'article 303 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après dénommée LSC), la société apporteuse transférera, l'intégralité de son patrimoine, activement et passivement, à une société bénéficiaire des apports résultant du transfert d'universalité à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra par-devant notaire Maître Blanche MOUTRIER, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, au minimum un mois après la publication du présent projet de transfert d'universalité au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Conditions et modalités du transfert d'universalité

1. Attributions des actions et absence de rapport d'échange (art. 289 (2) b) LSC)

A la prise d'effet du transfert d'universalité et en rémunération de l'apport, la société apporteuse se verra attribuer toutes les actions composant le capital social de la société bénéficiaire des apports résultant du transfert.

2. Modalités de remise des actions de la société bénéficiaire (art. 289 (2) c) LSC)

Les actions de la société bénéficiaire des apports résultant du transfert sont remises à la société apporteuse le jour de la prise d'effet du transfert d'universalité soit à la date d'approbation du transfert par l'assemblée générale des actionnaires de cette nouvelle société. La matérialisation de cette remise d'actions se fera par inscription au registre des actions nominatives de la société bénéficiaire des apports résultant du transfert d'universalité.

3. Date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit (art. 289 (2) d) LSC).

Les actions donnent le droit de participer aux bénéfices à partir de la date d'effet du transfert d'universalité.

4. Date à partir de laquelle les opérations de la société apporteuse sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société bénéficiaire (art. 289 (2) e) LSC)

Les opérations de la société apporteuse sont considérées, du point de vue fiscal et comptable, comme accomplies pour compte de la société bénéficiaire des apports résultant du transfert d'universalité, effet rétroactivement à partir du 1^{er} mai 2012 et les opérations se rapportant au présent apport seront considérées comme étant faites pour le compte de la société bénéficiaire.

5. Droits assurés par la société bénéficiaire aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard (art. 289 (2) f) LSC)

Il n'y a pas lieu de créer dans la société bénéficiaire des actions conférant des droits spéciaux.

6. Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 294 LSC, aux membres des organes de gestion, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant au transfert d'universalité (art. 289 (2) g) LSC)

Aucun avantage particulier n'est attribué aux experts de la société apporteuse, aux membres des organes de gestion, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant au transfert d'universalité.

7. La description et la répartition précises des éléments du patrimoine actif et passif à transférer à la société bénéficiaire (art. 289 (2) h) LSC).

La valorisation des apports des éléments du patrimoine actif et passif de C.GEN S.A. est décrite à l'annexe 2.

L'apport entraîne de plein droit le transfert à la société bénéficiaire des tous les actifs et de tous les passifs qui s'y rattachent.

8. Répartition aux actionnaires de la société apporteuse des actions de la société bénéficiaire, ainsi que le critère sur lequel cette répartition est fondée (art. 289 (2) i) LSC).

La répartition des actions de la société bénéficiaire se fait au bénéfice de la société apporteuse sans effet patrimonial pour les actionnaires et selon l'article 289 (2) i) LSC.

9. Date de prise d'effet du transfert d'universalité entre parties

Le transfert juridique produit ses effets à la date de décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant le transfert d'universalité et de la constitution de la nouvelle société issue du transfert.

Conséquences du transfert d'universalité

L'apport d'universalité de la société C.GEN S.A. se fera par la constitution d'une nouvelle société ci-dessus dénommée société bénéficiaire, laquelle sera constituée aux fins de recevoir tous les éléments de l'actif et du passif de la société apporteuse. La société apporteuse subsistera et se transformera en société de participations financières qui détiendra la société bénéficiaire de l'apport.

Affectation résiduelle

S'il devait s'avérer que des engagements ou des éléments d'actifs et de passifs relevant du patrimoine de la société apporteuse n'ont pas été attribués de manière formelle, ceux-ci seront de plein droit attribués à la société bénéficiaire.

Rapport du reviseur d'entreprises agréé

La société BDO Audit avec siège à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.570 a été désignée aux fins d'établir le rapport sur les apports autres qu'en numéraire dans le cadre de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales.

Modifications éventuelles du projet de transfert d'universalité

Un ou plusieurs points du présent projet de transfert d'universalité pourront toujours être modifiés ou complétés par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Mentions complémentaires

Tous les frais, droits et honoraires dus au titre du transfert seront supportés à parts égales par la société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport.

- Annexe 1: projet de statuts de C.GEN bis S.A.
- Annexe 2: répartition des éléments du patrimoine de C.GEN S.A.

Etabli à Luxembourg, le 8 mai 2012.

*Pour le Conseil de l'Administration de C.GEN S.A.,
représenté par et ont signé
Michel Jadot / Freddy Bracke
Administrateur / Administrateur-délégué*

Annexe 1

Projet de statuts de C.GEN bis S.A.

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de C.GEN bis S.A.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la société est établi à Luxembourg, la société y a son principal établissement. Le conseil d'administration est compétent pour fixer l'adresse exacte du siège social à l'intérieur de la commune du siège.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des filiales, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La société a pour objet social de prendre des participations sous quelque que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que aliéner par vente, échange ou de toute autre manière des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, administrer, contrôler et développer de telles participations.

La société peut notamment prendre des participations dans des sociétés ayant pour objet la production, le transport, la transformation, la distribution et la commercialisation d'énergie sous toutes ses formes et de toutes sources d'énergie, telle que l'électricité; dans des sociétés ayant également pour objet le développement, la fourniture de toutes prestations en matières de services énergétiques, l'étude, la promotion et la valorisation de toutes formes et toutes sources d'énergie.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

Elle pourra également réaliser toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à DEUX CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (EUR 259.800.00,00) représenté par DIX MILLE (10.000) actions sans désignation de valeur nominale,

assortie d'une prime d'émission de NEUF CENT SOIXANTE-SEPT EUROS QUATRE-VINGT-CINQ CENTS (EUR 967,85).

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société; Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Sociétés.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 3^{ème} jeudi de mai à 9 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Sociétés, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par les statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, une personne comme mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence, ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 10. Composition du conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur-délégué, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion de conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant aux conditions et avec des pouvoirs tels que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

De même le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque forme que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et de toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège de la société.

Art. 13. Représentation. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs de gestion journalière.

L'achat et la vente de participations n'étant pas à considérer comme gestion journalière de la Société.

Toutefois les instructions aux banques devront être autorisées par deux administrateurs.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années; ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocations des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2012. La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2013.

Annexe 2

- Valorisation des éléments d'actifs apportés par C.GEN S.A. (valeur nette comptable au 30/04/2012)

ACTIF	394.993.092,43	
ACTIF IMMOBILISE	183.886.091,37	
Immobilisations financières		183.886.091,37
Parts dans des entreprises liées		183.886.091,37
Albeon N.V.		56.150.000,00
Boisclair S.A.		26.800.000,00
C.GEN B.V.		11.780,00

C.GEN N.V.		0,00
Enerfin N.V.		63.000.000,00
Energy Holding BVBA		37.749.895,90
C.GEN Zeebrugge N.V.		156.415,47
C.GEN Vlissingen B.V.		18.000,00
ACTIF CIRCULANT	210.607.968,59	
Créances		210.607.968,59
Autres créances		210.607.968,59
- inférieure ou égale à 1 an		210.607.968,59
WATERWAYS S.A.		45.539.260,66
C.GEN B.V.		479.656,74
C.GEN Vlissingen B.V.		55.134,30
SHIPBOURNE S.A.		63.375.353,92
MONTAUBAN S.A.		101.158.562,97
Avoirs en banque, CCP, chèques et encaisse	495.782,47	
Société Générale Bank & Trust Luxembourg		2.228,39
BGL BNP PARIBAS Luxembourg		493.554,08
COMPTES DE REGULARISATION	3.250,00	
Frais à reporter		3.250,00
TOTAL DE L'ACTIF APORTE		394.993.092,43
- Valorisation des éléments de passifs apportés par C.GEN S.A. (valeur nette comptable au 30/04/2012)		
PASSIF	135.192.124,58	
DETTES NON SUBORDONNEES	135.192.124,58	
Dettes sur achats et prestations de services		766,00
- inférieure ou égale à 1 an		
factures non parvenues		766,00
Dettes envers des entreprises liées	135.182.602,58	
- inférieure ou égale à 1 an	135.182.602,58	
Albeon N.V.		54.075.047,28
Enerfin N.V.		41.178.416,36
Energy Holding BVBA		39.929.138,94
Dettes fiscales et sécurité sociale	8.756,00	
- inférieure ou égale à 1 an	8.756,00	
Dettes fiscales		8.756,00
TOTAL DU PASSIF PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIETE BENEFICIAIRE		135.192.124,58
ACTIF NET APORTE	259.800.967,85	

C.GEN S.A. transférera également ses engagements hors bilan à la société bénéficiaire.

Référence de publication: 2012059215/306.

(120083393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2012.

Eclipp L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 146.928.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE,

ON THE TWENTY-SECOND DAY OF MAY.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redangesur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of ECLIPP L (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at L-5826 Howald-Hesperange, 33, rue de Gasperich (R.C.S. Luxembourg B146928), incorporated by a deed of Maître Henri HELLINCKX, on June 29, 2009, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial C") number 1419 of July 23, 2009, page 68078, modified by a deed of Maître Henri HELLINCKX, on July 26, 2010, published in the Mémorial C number 2207 of October 18, 2010, page 105891.

The Meeting was opened at 10.00 a.m. with Mrs Frédérique VATRIQUANT, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary, Mrs Fabienne VERONESE, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Laurent CLAIRET, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. That the notices containing the agenda were made by notice containing the agenda and sent to all shareholders registered on the register of shareholders of the Company on the April 18, 2012 and in accordance with Article 67 of the coordinated laws on companies, by advertisements published in:

- the "Mémorial C" of April 18, 2012, and May 4, 2012, and
- the newspaper "Luxemburger Wort" of April 18, 2012 and May 4, 2012,
- the newspaper "Letzeburger Journal" of April 18, 2012 and May 4, 2012.

The numbers supporting these notices and publications are filed in the bureau.

III. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the item of the agenda and that this extraordinary general meeting agenda is the following:

Agenda:

Updating of the Articles of Association as follows:

1 Choice of English as the official language of the Articles of Association in accordance with Article 26 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment;

2 Article 1: regulation of the Company by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, which replaces the law of 20 December 2002;

3 Article 6: redefinition of the notion of "sub-fund";

Article 7: redefinition of the notions of "share category" and "share class";

4 Article 6: cancellation of the issue of share certificates;

Deletion of Article 10 regarding lost or damaged certificates;

5 Article 11: simplification of the definitions and conditions of the restrictions on the holding of the Company's shares;

6 Creation of a new Article following Article 12 authorising the Board of Directors to split or group together shares;

7 Article 14: addition of the suspension of NAV calculations and orders in the case of 1) merger, asset contribution, split-off or a restructuring operation, and 2) for a feeder sub-fund, when the NAV, issue, conversion and/or redemption of shares in the master subfund are suspended;

8 Article 17§5: the decisions of the Board of Directors shall be adopted by a majority of the votes cast;

9 Article 20: addition of the option for the Board of Directors to create sub-funds investing in other sub-funds of the Company and linked sub-funds;

10 Article 27: The General Meeting of Shareholders shall deliberate regardless of the proportion of capital represented. The resolutions shall be adopted by a simple majority of the votes cast;

11 Article 32: rewriting of the Article to give full powers to the Board of Directors as regards decisions relating to the efficacy and conditions of a merger, liquidation or splitting of sub-funds, categories or classes of shares, within the limits and conditions allowed by the Luxembourg law of 17 December 2010;

Addition of the liquidation of linked sub-funds in the event of the liquidation, merger or splitting of master funds.

12 Rewriting of the Company's Articles of Association in accordance with the Luxembourg law of 17 December 2012 in application since 1 July 2011.

IV. That a first extraordinary general meeting with the same agenda and convened before the undersigned notary on the April 17, 2012 could not validly deliberate, as it was represented at the meeting a number of shares less than a half of the share capital

V. As appears from the attendance list 1 (one) share is duly represented at this Meeting.

VI. There is no quorum requirement for the Meeting and the resolution will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast.

As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to choose English as the official language of the Articles of Association in accordance with Article 26 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

Second resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend Article 1 of the Articles of incorporation of the Company making the Company subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, replacing the law of 20 December 2002.

Third resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend:

Article 6 of the Articles of incorporation of the Company for redefinition of the notion of "sub-fund" and,

Article 7 of the Articles of incorporation of the Company for redefinition of the notions of "share category" and "share class".

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend Article 6 of the Articles of incorporation of the Company for addition of the possibility of cancellation of the issue of share certificates and the extraordinary general meeting of shareholders resolves the deletion of Article 10 of the Articles of incorporation of the Company regarding lost or damaged certificates.

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 11 of the Articles of incorporation of the Company to simplify the definitions and conditions of the restrictions on the holding of the Company's shares.

Sixth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company in the way to authorized the Board of Directors to split or group together shares.

Seventh resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 14 of the Articles of incorporation of the Company by addition of the suspension of NAV calculations and orders in the case of:

- 1) merger, asset contribution, split-off or a restructuring operation, and,
- 2) for a feeder sub-fund, when the NAV, issue, conversion and/or redemption of shares in the master sub-fund are suspended.

Eighth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 17§5 of the Articles of incorporation of the Company so that the decisions of the Board of Directors shall be adopted by a majority of the votes cast.

Ninth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 20 of the Articles of incorporation of the Company for addition of the option for the Board of Directors to create sub-funds investing in other sub-funds of the Company and linked sub-funds.

Tenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 27 of the Articles of incorporation of the Company so that the General Shareholders' Meeting shall validly deliberate regardless of the portion of capital represented. The resolutions shall be adopted by a simple majority of the votes cast.

Eleventh resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to rewrite Article 32 of the Articles of incorporation of the Company to give full powers to the Board of Directors as regards decisions relating to the efficacy and conditions of a merger, liquidation or splitting of sub-funds, categories or classes of shares, within the limits and conditions allowed by the Luxembourg law of 17 December 2010;

Addition of the liquidation of linked sub-funds in the event of the liquidation, merger or splitting of master funds.

Twelfth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders decides, following the foregoing resolutions and modifications, to rewrite the Company's Articles of Association in accordance with the Luxembourg law of 17 December 2012 in application since 1 July 2011, so that now, the articles of incorporation of the Company, will be read as follow:

ECLIPP L

Société d'Investissement à Capital Variable

(Open-ended investment company)

33, rue de Gasperich

L-5826 Hesperange

Luxembourg Trade Registry section B number 146.928

ARTICLES OF ASSOCIATION ON 22 OF MAY, 2012

Chapter I - Company name - Term - Objects - Registered office

Art. 1. Legal form and Company name. A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d'investissement à capital variable – "SICAV") named "ECLIPP L" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association").

Art. 2. Term. The Company has been established for an indefinite term.

Art. 3. Object. The Company's sole object is to invest the funds that it has at its disposal in transferable securities and/ or other liquid financial assets with the aim of spreading the investment risks and of sharing the results of its asset management activities with its shareholders.

In general, the Company may take all measures and carry out, at its discretion, all transactions to further its object in the broadest sense of the term in the scope of the Act of 17 December 2010 on collective investment undertakings (the "Act").

Art. 4. Registered office. The Company's registered office is located in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

In the event the Board of Directors considers that extraordinary political, economic or social events liable to compromise the Company's normal operations at the registered office or ease of communication with said registered office or by said office with other countries have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until said abnormal situation no longer exists. However, any such temporary measure shall have no effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of the registered office, shall continue to be a Luxembourg company.

The Company may, by simple decision of the Board of Directors, open branches or offices in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere.

The registered office may be moved by simple decision of the Board of Directors, either within the commune or, within the limits authorised by Luxembourg law, to another commune of the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter II - Capital - Share features

Art. 5. Capital. The capital shall be represented by fully paid up shares without par value, which shall at all times be equal to the Company's net asset value.

The minimum capital is the amount provided for under the Act.

Art. 6. Sub-funds. The Board of Directors may create several sub-funds within the Company, each corresponding to a separate part of the Company's assets. Each sub-fund shall have an investment policy and a reference currency that shall be specific to it as determined by the Board of Directors.

Art. 7. Share categories and Classes. Within a sub-fund, the Board of Directors may create different share categories, which shall be distinguished from each other by (i) the target investors and/or (ii) the specific cost structure and/or (iii) the currency or currencies in which the shares shall be offered, and/or (iv) the use of exchange rate or any other risk hedging techniques, and/or (v) any other characteristics determined by the Board of Directors

The shares within a category shall be of different classes as decided by the Board of Directors: (i) distribution shares granting entitlement to dividends, and/or (ii) accumulation shares not granting entitlement to dividends.

Art. 8. Share form. All shares, regardless of the sub-fund, category or class to which it belongs, may be registered or bearer shares as decided by the Board of Directors.

Bearer shares shall be issued in dematerialised form. Bearer share certificates issued in the past shall remain valid until the redemption of the respective shares. Shares relative to lost or damaged certificates shall be replaced by dematerialised bearer shares under the conditions and guarantees determined by the Company.

Registered shares shall be registered on the register of shareholders kept by the Company or by one or more individuals or legal entities that the Company appoints for this purpose. The entry must mention the name of each shareholder, his

place of residence or address for service, the number of shares that he owns, the sub-fund, category and/or class to which said shares belong and the amount paid for each of said shares. In the event a particular shareholder fails to provide an address to the Company, this fact may be mentioned on the register of shareholders and the shareholder's address shall be deemed to be the Company's registered office until the shareholder provides the Company with another address. Shareholders may change the address mentioned on the register at any time by sending written notice to the Company's registered office or to any other address stipulated by the Company. Any transfer of registered shares inter vivos or upon death shall be registered on the register of shareholders.

The owner of registered shares shall receive confirmation of registration in the register.

Within the limits and conditions set by the Board of Directors, bearer shares may be converted into registered shares and vice versa, as requested by the shareholder in question. The shareholder may have to pay the costs of said conversion.

The Company acknowledges only one shareholder per share. If a share is jointly owned, if title is split or if the share is disputed, individuals or legal entities claiming a right to the share shall appoint a sole representative to represent the share with regard to the Company. The Company shall be entitled to suspend the exercise of all rights attached to the share until said representative has been appointed.

Art. 9. Issue of shares. The Board of Directors may issue new shares at any time and without limitation, without granting current shareholders a preferential subscription right to the shares to be issued. Any new shares issued must be fully paid up. It may, at its discretion, reject any share subscription.

When the Company offers shares for subscription, the price per share offered shall be equal to the net asset value of the shares of the subfund, category and class in question (or where applicable, the initial subscription price specified in the prospectus), increased, where applicable, by the costs and fees set by the Board of Directors.

The subscription price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated.

Subscription applications may be suspended on the terms and conditions provided for in these Articles of Association.

The Board of Directors may delegate responsibility for accepting subscriptions, receiving payment of the price of the new shares to be issued and for issuing same to any director, executive director or other representative duly authorised for this purpose.

Further to a decision by the Board of Directors, fractional shares may be issued. Said fractional shares shall grant entitlement to dividends on a pro rata basis.

The Board of Directors may agree to issue shares in consideration of a contribution in kind of securities, in compliance with the current legislation and in particular with the obligation to produce a valuation report by the Company's auditor and provided that such securities correspond to the sub-fund's investment policy and investment restrictions as described in the Company's prospectus.

Art. 10. Restrictions on holding of the Company's shares. The Company may restrict or prohibit the ownership of the Company's shares by any individual or legal entity if such possession constitutes a breach of current law or is harmful to the Company in other ways.

Art. 11. Conversion of shares. Save for specific restrictions decided by the Board of Directors and mentioned in the prospectus, all shareholders may request that all or part of their shares of a certain category/class be converted into shares of a same or another category/class within the same sub-fund or in a different sub-fund.

The conversion price of the shares shall be calculated on the basis of the respective net asset value of both share categories/classes in question calculated on the same calculation date, factoring in, where applicable, costs and fees set by the Board of Directors.

If a share conversion causes the number or total net asset value of shares that a shareholder owns in a given share category/class to fall below the minimum number or value determined by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to convert all his shares in said category/class.

Converted shares shall be cancelled.

Conversion applications may be suspended in accordance with the terms and conditions of these Articles of Association.

Art. 12. Redemption of shares. All shareholders may request the Company to redeem all or part of his shares in accordance with the terms and conditions set by the Board of Directors in the prospectus and within the limits imposed by law and these Articles of Association.

The redemption price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the sub-fund, category/class concerned, less, where applicable, any costs and fees set by the Board of Directors. This redemption price may be rounded off to the next higher or lower unit or fraction of the currency in question, as determined by the Board of Directors.

If a redemption request causes the number or total net asset value of the shares that a shareholder owns in a share category/class to fall below such minimum number or value set by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to redeem all of his shares in said share category/class.

The Board of Directors may pay the redemption price to any consenting shareholder by allocation in kind of the securities of the sub-fund in question, provided that the other shareholders do not sustain a loss and a valuation report is drawn up by the Company's auditor. The nature or type of assets to be transferred in such case shall be determined by the manager in compliance with the sub-fund's investment policy and restrictions.

All redeemed shares shall be cancelled.

Redemption applications may be suspended in accordance with the terms and conditions set forth in these Articles of Association.

Art. 13. Share splitting/consolidation. The Board of Directors may decide at any time to split up or consolidate the shares issued within one same class, same category or same sub-fund, according to the conditions set by it.

Art. 14. Net asset value. The Company shall calculate the net asset value of each sub-fund, the net asset value per share for each category and class and the issue, conversion and redemption prices at least twice per month, at to a frequency to be set by the Board of Directors.

The net asset value of each sub-fund shall be equal to the total value of the assets of said sub-fund less the sub-fund's liabilities.

The net asset value per share is obtained by dividing the net assets of the sub-fund in question by the number of shares issued for said subfund, considering, where applicable, the breakdown of the net assets of said sub-fund between the various share categories and classes of the concerned sub-fund.

Said net value shall be expressed in the currency of the sub-fund in question or in any other currency that the Board of Directors may choose.

The day on which the net asset value is dated shall be referred to in these Articles of Association as the "Calculation Date".

The valuation methods shall be as follows:

The Company's assets include:

- (1) cash in hand and cash deposits, including interest accrued but not yet received and interest accrued on these deposits until the payment date;
- (2) all notes and bills payable on demand and amounts receivable (including the results of sales of securities before the proceeds have been received);
- (3) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights and other investments and securities which are the property of the Company;
- (4) all dividends and distributions to be received by the Company in cash or securities that the Company is aware of;
- (5) all interest accrued but not yet received and all interest generated up to the payment date by securities which are the property of the Company, unless such interest is included in the principal of these securities;
- (6) the Company's formation expenses, insofar as these have not been written down;
- (7) all other assets, whatever their nature, including prepaid expenses.

Without prejudice to the specific provisions applicable to any sub-fund, category and/or class, the value of these assets shall be determined as follows:

(a) the value of cash in hand and cash deposits, bills and drafts payable at sight and amounts receivable, prepaid expenses, and dividends and interest due but not yet received, shall comprise the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value could be received; in that event, the value will be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the actual value of these assets;

(b) the value of shares, or units in undertakings for collective investment shall be determined on the basis of the last net asset value available on the valuation day;

(c) the valuation of all securities listed on a stock exchange or any other regulated market which functions regularly, is recognised and accessible to the public, is based on the closing price on the order acceptance date, and, if the securities concerned are traded on several markets, on the basis of the most recent price on the major market on which they are traded; if this price is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Board of Directors in a prudent and bona fide manner.

(d) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or another regulated market which functions in a regular manner, is recognised and accessible to the public, shall be valued on the basis of the probable sale price estimated in a prudent and bona fide manner by a qualified professional appointed for this purpose by the Board of Directors.

(e) securities denominated in a currency other than the currency in which the sub-fund concerned is denominated shall be converted at the exchange rate prevailing on the valuation day.

(f) the Board of Directors is authorized to draw up or amend the rules in respect of the relevant valuation rates. Decisions taken in this respect shall be included in the prospectus.

(g) derivative financial instruments shall be valued according to the rules decided by the Board of Directors and described in the prospectus. These rules shall have been approved in advance by the Company's auditor and the supervisory authorities.

The Company's liabilities include:

- (1) all loans, matured bills and accounts payable;
- (2) all known liabilities, whether or not due, including all contractual obligations due and relating to payment in cash or kind, including the amount of dividends announced by the Company but yet to be paid;
- (3) all reserves, authorized or approved by the Board of Directors, including reserves set up in order to cover a potential capital loss on certain of the Company's investments;
- (4) any other undertakings given by the Company, except for those represented by the Company's equity. For the valuation of the amount of these other liabilities, the Company shall take account of all the charges for which it is liable, including, without restriction, the costs of amendments to the Articles of Association, the prospectus and any other documents relating to the Company, management, performance and other fees and extraordinary expenses, any taxes and duties payable to government departments and stock exchanges, the costs of financial charges, bank charges or brokerage incurred upon the purchase and sale of assets or otherwise. When assessing the amount of these liabilities, the Company shall take account of regular and periodic administrative and other expenses on a pro rata temporis basis.

The assets, liabilities, expenses and fees not allocated to a sub-fund, category or class shall be apportioned to the various sub-funds, categories or classes in equal parts or, subject to the amounts involved justifying this, proportionally to their respective net assets. Each of the Company's shares which is in the process of being redeemed shall be considered as a share issued and existing until closure on the valuation day relating to the redemption of such share and its price shall be considered as a liability of the Company as from closing on the date in question until such time as the price has been duly paid. Each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be considered as issued as from closing on the calculation date of its issue price and its price shall be considered as being an amount due to the Company until such time as it has been duly received by the Company. As far as possible, account shall be taken of any investment or disinvestment decided by the Company until the valuation day.

The total amount of annual fees payable by a sub-fund, category or class of share shall never exceed 5% (five per cent) of its average net assets.

If it considers that the net asset value calculated is not representative of the real value of the Company's shares, or if since the calculation there have been significant developments on the markets concerned, the Board of Directors may decide to have it updated on that same day, and shall determine a new net asset value in a prudent and bona fide manner.

Art. 15. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, Conversion and Redemption of the shares. Without prejudice to legal causes for suspension, the Company's Board of Directors may at any time temporarily suspend the calculation of the net asset value of shares of one or more sub-funds as well as the issue, conversion and redemption of shares in the following cases:

- (a) during any period when one or more currency markets or a stock exchange, which are the main markets or exchanges where a substantial portion of a sub-fund's investments at a given time are listed, is/are closed, except for normal closing days, or during which trading is subject to major restrictions or is suspended;
- (b) when the political, economic, military, currency, social situation or any event of force majeure beyond the responsibility or power of the Company makes it impossible to dispose of one assets by reasonable and normal means, without seriously harming the shareholders' interests;
- (c) during any failure in the means of communication normally used to determine the price of any of the Company's investments or the going prices on a particular market or exchange;
- (d) when restrictions on foreign exchange or transfer of capital prevents transactions from being carried out on behalf of the Company or when purchases or sales of the Company's assets cannot be carried out at normal exchange rates;
- (e) as soon as a decision has been taken to either liquidate the Company or one or more sub-funds, categories or classes;
- (f) to determine an exchange parity under a merger, partial business transfer, splitting or any restructuring operation within, by or in one or more sub-funds, categories, or classes;
- (g) for a "feeder" sub-fund, when the net asset value, issue, conversion, or redemption of units, or shares of the "master" sub-fund are suspended;
- (h) any other cases when the Board of Directors estimates by a justified decision that such a suspension is necessary to safeguard the general interests of the shareholders concerned.

In the event the calculation of the net asset value is suspended, the Company shall immediately and in an appropriate manner inform the shareholders who requested the subscription, conversion or redemption of the shares of the sub-fund(s) in question.

In the event the total net redemption/conversion applications received for a given sub-fund on the valuation day equals or exceeds a percentage determined by the Board of Directors, the Board of Directors may decide to reduce and/or defer the redemption/conversion applications on a pro rata basis so as to reduce the number of shares redeemed/

converted to date to the percentage of the net assets of the sub-fund in question determined by it. Any redemption/conversion applications thus deferred shall be given priority in relation to redemptions/conversion applications received on the next valuation day, again subject to the limit set by the Board of Directors.

In exceptional circumstances which could have a negative impact on shareholders' interests, or in the event of subscription, redemption or conversion applications exceeding a percentage of a sub-fund's net assets as determined by the Board of Directors, the Board of Directors reserves the right not to determine the value of a share until such time as the required purchases and sales of securities have been made on behalf of the sub-fund. In that event, subscription, redemption and conversion applications in the pipeline will be processed simultaneously on the basis of the net asset value so calculated.

Pending subscription, conversion and redemption applications may be withdrawn by written notification provided that such notification is received by the company prior to lifting of the suspension. Pending applications will be taken into account on the first calculation date following lifting of the suspension. If all pending applications cannot be processed on the same calculation date, the earliest applications shall take precedence over more recent applications.

Chapter III - Management and Supervision of the company

Art. 16. Directors. A Board of Directors comprised of at least three members shall manage the Company. Board members do not need to be Company shareholders. The General Meeting of shareholders shall appoint them for a term of office of six years at most, which shall be renewable.

The General Meeting may remove a director from office at will.

If the seat of a director appointed by the General Meeting of shareholders become vacant, the directors still in office may temporarily appoint a director. In this case, the General Meeting shall make a permanent appointment at its next meeting.

Art. 17. Chairmanship and Board Meetings. The Board of Directors shall appoint a Chairman and possibly one or more Vice-Chairmen from amongst its members. It may also appoint a secretary who does not need to be a director.

The Board of Directors shall meet at the request of the Chairman or, if he is unable to act, a Vice-Chairman or two directors whenever this is in the Company's best interests, at the place, date and time specified in the notice of meeting. Any director who is unable to attend a Board meeting may appoint another director, in writing, telex, fax or any other means of electronic transmission, to represent him and to vote in his stead. A director may represent one or more of his colleagues.

Save for an emergency, all directors shall be given at least 24 hours' notice in writing of any Board meeting. In the event of an emergency, the nature and the reasons thereof shall be mentioned in the notice of meeting. There shall be no need for such notice of meeting if each director consents in writing or by cable, telegram, telex or fax to such waiver of notice. A specific notice of meeting shall not be required for a Board meeting held at a time and venue specified in a resolution that has already been adopted by the Board of Directors.

Board meetings shall be chaired by the Chairman or, in his absence, the eldest of the Vice-Chairmen, if any, or in their absence, the delegated director, if any, or in his absence, the eldest director attending the meeting.

The Board of Directors may conduct business and act only if the majority of directors are present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of votes cast by the directors attending the meeting or represented. The votes cast shall not include those of directors who did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote. If, during a Board meeting, there is a tie in voting for or against a decision, the person chairing the meeting shall have a casting vote.

All directors may participate at a Board meeting by telephone conference or by other like means of communications where all individuals attending said meeting can hear one another. Participation at a meeting by these means amounts to attendance in person at said meeting.

Notwithstanding the foregoing provisions, a Board decision may also be taken by circular letter. Such decision shall be approved by all directors who sign a single document or multiple copies thereof. Such decision shall have the same validity and force as if it had been taken at a meeting that had been duly convened and held.

The Chairman or the person who chairs the meeting in his absence shall sign the minutes of Board meetings.

Art. 18. Board powers. The Board of Directors shall have the broadest powers to carry out all acts of management or disposal in the Company's best interests. All powers not expressly reserved to the General Meeting under current law or these Articles of Association shall be the remit of the Board of Directors.

With regard to third parties, the Company shall be validly committed by the joint signature of two directors or the sole signature of all individuals to whom powers of signature have been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Daily management. The Company's Board of Directors may delegate its powers relating to the daily management of the Company's business (including the right to act as the Company's authorised signatory) and to represent it for said management either to one or more directors or to one or more agents who need not necessarily be Company shareholders. Said individuals shall have the powers conferred on them by the Board of Directors. They may sub-delegate

their powers, if authorised by the Board of Directors. The Board of Directors may also grant all special mandates by notarised power of attorney or by private power of attorney.

In order to reduce the operating and administrative expenses, while making it possible to achieve more extensive diversification of investments, the Board of Directors may decide that all or part of the Company's assets shall be jointly managed with assets owned by other collective investment undertakings or that all or part of the assets of sub-funds, categories and/or classes shall be jointly managed between them.

Art. 20. Investment policy. The Board of Directors, applying the principle of the spreading of risks, shall be fully empowered to determine the investment policy and restrictions of the Company and each of its sub-funds, and the guidelines to be followed for the management of the Company, in compliance with the law and subject to the following conditions:

- a) The Company may invest in any transferable securities and money market instruments officially listed on a stock exchange or traded on a regulated market, operating regularly, that is recognised and open to the public, in any country;
- b) Overall, the Company may not invest more than 10% of the assets of each sub-fund in UCITS and other undertakings for collective investment, apart for certain sub-funds if mentioned in their investments policy;
- c) The Board of Directors may specify that a sub-fund's investment policy should be the replication of the composition of an equity or bond index within the limits authorised by law and the supervisory authorities;
- d) The Company may invest, in accordance with the principle of riskspreading, at least 35% and up to 100% of its assets in different issues of transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its local authorities, or by a state that is not part of the European Union or by international public organisations to which one or more Member States of the European Union belong. These securities must come from at least six different issues, and the securities belonging to a single issue must not account for more than 30% of the net asset value of the sub-fund.
- e) A sub-fund of the Company may subscribe, purchase and/or hold shares of one or more other sub-funds (referred to as "target subfunds") of the Company provided that:
 - the target sub-funds do not in turn invest in this sub-fund;
 - the proportion of assets that each target sub-fund invests in other target-sub-funds of the Company does not exceed 10%;
 - any voting rights attached to the shares of the target sub-funds shall be suspended as long as they are held by the sub-fund and without prejudice of appropriate treatment in the accounting and periodic reports;
 - in all cases, as long as these target sub-fund shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for purposes of verifying the minimum threshold of net assets required by law;
 - there shall be no duplication of management/subscription commissions or redemption between these commissions at the level of the sub-fund that invested in the target sub-fund and this target sub-fund.
- f) The Board of Directors may create "feeder sub-funds" under the conditions provided for by law.

Art. 21. Delegation of Management and Advice. The Company may enter into one or more management agreement (s), in the broadest sense of the term within the meaning of the Act, or consultancy agreements with any Luxembourg or foreign company within the limits and subject to the conditions authorised by law.

Art. 22. Invalidation clause. No contract and transaction that the Company may enter into with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or more directors or executive directors of the Company has/have any interest whatsoever in such other company or firm or by the fact that he is a director, shareholder or partner, executive director or employee thereof.

The director or executive director of the Company who is a director, executive director or employee of a company or firm with which the Company signs contracts or otherwise does business shall not thereby be deprived of the right to deliberate, vote and act in connection with matters related to such contracts or such business. In the event a director or an executive director has a personal interest in a Company transaction, said director or executive director shall inform the Board of Directors of his personal interest and shall not deliberate or take part in the vote on said transaction. A report on said transaction and on the personal interest of such director or non-executive director shall be submitted at the next meeting of shareholders.

Art. 23. Company auditor. The accounting data set forth in the annual report drawn up by the Company shall be audited by an authorised company auditor who shall be appointed by the General Meeting for the term of office that it shall set and who shall be remunerated by the Company.

Chapter IV - General meetings

Art. 24. Representation. The duly formed meeting of the Company's shareholders shall represent all Company shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the Company's operations. Resolutions voted at such meetings shall be binding on all shareholders, regardless of the category or class of shares they own. However, if the decisions concern exclusively the specific rights of shareholders of a sub-fund, a category or class

or if there is a risk of conflict of interest between the various sub-funds, said decisions must be taken by a general meeting representing the shareholders of said sub-fund, said category or class.

Art. 25. General Meeting of shareholders. The Annual General Meeting of shareholders will be held at the Company's registered office or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg specified in the notice of meeting, on the third Friday of July at 14.00 a.m. If said day is a legal public or banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next bank business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors records, at its sole discretion, that this change of venue is necessary on account of exceptional circumstances.

All other General Meetings of shareholders shall be convened at the request either of the Board of Directors, or of shareholders representing at least one-tenth of the capital. They shall be held at the date, time and place specified in the notice of meeting.

Meetings shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, in his absence, the eldest Vice-Chairman, if any, or in his absence, a delegated Director, if any, or, in his absence, one of the directors or any other person appointed by the Meeting.

Art. 26. Votes. Votes shall be on a one-share one-vote basis and all shares, regardless of the sub-fund to which they belong shall take an equal part in decision-making at the General Meeting. Fractional shares shall have no voting right.

All shareholders may attend meetings either in person or by appointing any other individual as a representative in writing, by cable, telegram, telex or fax.

Art. 27. Quorum and Majority conditions. Unless otherwise provided for under current law or these Articles of Association, the General Meeting of Shareholders shall validly deliberate, regardless of the portion of capital represented. Resolutions shall be adopted by a simple majority of votes cast. The votes cast shall not include those attached to shares for which the shareholder did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote.

Chapter V - Financial year

Art. 28. Financial year. The financial year starts on 1 April of each year and ends on 31 March of the next year.

Art. 29. Allocation of the annual profit/loss. Dividends may be distributed provided that the Company's net assets at all times exceed the minimum capital provided for by law.

Following a proposal by the Board of Directors, the General Meeting of Shareholders shall decide, for each category/class of shares, on a dividend and the amount of the dividend to be paid to the distribution shares.

If it is in the interests of shareholders not to distribute a dividend, in view of market conditions, no distribution will be made..

The Board of Directors may, in accordance with current law, distribute interim dividends.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares instead of dividends in cash, in accordance with the terms and conditions that it sets.

Dividends shall be paid in the currency of the sub-fund, unless the Board of Directors decides otherwise.

Chapter VI - Dissolution - Liquidation - Merger - Contribution

Art. 30. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting of Shareholders, ruling as for the amendment of the Articles of Association.

If the Company's capital falls to less than two thirds of the minimum legal capital, the directors may submit the question of the Company's dissolution to the General Meeting, which shall deliberate without a quorum by a simple majority of the shareholders in attendance or represented at the Meeting; account shall not be taken of abstentions. If the capital falls to less than one quarter of the minimum legal capital, the General Meeting shall also deliberate without a quorum, but the dissolution may be decided by the shareholders owning one quarter of the shares represented at the Meeting.

The Meeting must be convened to ensure that it is held within a fortyday period as from the date on which the net assets are recorded to be respectively less than two thirds or one quarter of the minimum capital.

Art. 31. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, it shall be liquidated by one or more liquidators, natural persons or legal entities that the General Meeting shall appoint and whose powers and fees it shall set.

The liquidators shall allocate the net proceeds of the liquidation of each sub-fund, category/class between the shareholders of said subfund, category/class in proportion to the number of shares they own in said sub-fund or category/class.

In the case of straightforward liquidation of the Company, the net assets will be distributed to the eligible parties in proportion to the shares held in the Company. Any assets not distributed within a time period set by the regulations in force will be deposited at the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Art. 32. Liquidation, Merger, Transfer, Splitting of sub-funds, Categories and/or Classes of shares. The Board of Directors shall have sole authority to decide on the effectiveness and terms of the following, under the limitations and conditions prescribed by law:

- 1) either the pure and simple liquidation of a sub-fund,

- 2) or the closure of a sub-fund by transfer to another sub-fund of the Company,
- 3) or the closure of a sub-fund by transfer to another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union,
- 4) or the transfer to a sub-fund a) of another sub-fund of the Company, and/or b) of a sub-fund of another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union, and/or c) of another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union;
- 5) or the splitting of a sub-fund.

A feeder sub-fund shall be liquidated under the conditions provided for by law when the master sub-fund itself is liquidated or merged or split.

As an exception to the foregoing, if the Company should cease to exist as a result of such a merger, the effectiveness of this merger must be decided by a General Meeting of Shareholders of the Company resolving under the conditions provided for in Article 27 of these Articles of Association.

In the event of the pure and simple liquidation of a sub-fund, the net assets shall be distributed between the eligible parties in proportion to the assets they own in said sub-fund. The assets not distributed within a time period set by the regulations in force shall be deposited with the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Pursuant to this Article, the decisions adopted at the level of a subfund may be adopted similarly at the level of a share category and/or class.

Chapter VII - Final provisions

Art. 33. Deposit of Company assets. Insofar as required by law, the Company shall enter into a depository agreement with a bank or savings institution within the meaning of the Amended Act of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector (the "Depository Bank").

The Depository Bank shall have the powers and responsibilities provided for by law.

If the Depository Bank wishes to withdraw, the Board of Directors shall endeavour to find a replacement within two months as from the date when the withdrawal became effective. The Board of Directors may terminate the depository agreement but may only terminate the Depository Bank's appointment if a replacement has been found.

Art. 34. Amendments of the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting criteria required under current law and the requirements of these Articles of Association.

Art. 35. Statutory provisions. For all matters not governed by these Articles of Association, the parties refer to the Companies Act of 10 August 1915 and amendments thereto and to the Act of 17 December 2010 on collective investment undertakings and subsequent amendments.

The extraordinary general meeting of shareholders confirms the registered office of the Company as follows:

L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Nothing else being on the agenda, the meeting was then adjourned and these minutes signed by the members of the bureau and by the notary.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. VATRIQUANT, F. VERONESE, L. CLAIRET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 23 mai 2012. Relation: RED/2012/675. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24 mai 2012.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012060711/556.

(120085670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2012.

Juna Global Trends FCP-FIS, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 8 mai 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Référence de publication: 2012057706/8.

(120081141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2012.

Worldselect One, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 101.897.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE,

ON THE TWENTY-SECOND DAY OF MAY.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of WORLDSELECT ONE (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at L-5826 Hesperange, 33, Rue de Gasperich (R.C.S. Luxembourg B101897), incorporated by a deed of Maître Henri HELLINCKX, on July 21, 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial C") number 789 of August 2, 2004, page 37827. The Articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of Maître Henri HEL-LINCKX, on July 24, 2009, published in the Mémorial C number 1686 of September 2, 2009, page 80897.

The Meeting was opened at 10.00 a.m. with Mrs Frédérique VATRIQUANT, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary, Mrs Fabienne VERONESE, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Laurent CLAIRET, employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. That the notices containing the agenda were communicated in accordance with Article 67 of the coordinated laws on companies, by advertisements published in:

- the "Mémorial C" of April 18, 2012 and of May 4, 2012, and
- the newspaper "Luxemburger Wort" of April 18, 2012 and May 4, 2012,
- the newspaper "Letzeburger Journal" of April 18, 2012 and May 4, 2012.

The numbers supporting these notices and publications are filed in the bureau.

III. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the item of the agenda and that this extraordinary general meeting agenda is the following:

Agenda:

Full recasting of the Articles of Association including the following main changes:

- 1) Choice of English as the official language of the Articles of Association as authorized by Article 26 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment;
- 2) Making the Company subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, replacing the law of 20 December 2002 (new Article 3);
- 3) Dropping of any reference to currency for consolidated accounts of the Company (new Article 5);
- 4) Redefinition of the notion of "sub-fund" (new Article 6);
- 5) Redefinition of the notions of "category of shares" and "class of shares" (new Article 7);
- 6) Modification of deadline for payment of subscription and redemption prices from 6 to 7 bank business days (new Articles 9 and 12);
- 7) Simplification of the definition and condition to the restrictions on holding of the Company's shares (new Article 10);
- 8) Deletion of current Article 11 concerning "Closure/liquidation, merger and split of sub-funds, categories and classes";
- 9) Authorizing the Board of Directors to split or regroup shares (new Article 13);
- 10) Rewriting of the Article relating to "Net Asset value" as to the pooling as well as to the definition of assets and liabilities of the Company and their allocation among sub-funds. Unlisted securities shall be valued by a qualified professional appointed by the Board of Directors. Valuation methods for various derivative instruments are now regrouped

under one rule applicable to all financial derivative instruments. Insertion of a maximum rate of 5% for the total amount of annual fees payable by a sub-fund (new Article 14);

11) Insertion of a new case of suspension of NAV and orders for a “feeder” sub-fund, when NAV and orders in the “Master” subfund are suspended (new Article 15 (g));

Addition of the possibility for the Board of Directors, in the interest of shareholders, and in the event of subscription, redemption or conversion applications exceeding a percentage of a sub-fund’s net assets as determined by the Board of Directors, to not determine the value of a share until such time as the required purchases and sales of securities have been made on behalf of the sub-fund. In that event, subscription, redemption and conversion applications in the pipeline will be processed simultaneously on the basis of the net asset value so calculated (new Article 15, §4);

12) Board of Directors: rewriting of Articles about “Directors”, “Chairmanship and Board Meetings”, “Board Powers” and “Daily Management” (new Articles 16 to 19);

13) Rewriting of the Article on the “Investment Policy” (new Article 20);

Addition of the possibility for the Board of Directors 1) to create sub-funds investing in other sub-funds of the Company (new Article 20,e)), and 2) to create “Feeder” sub-funds (new Article 20,f));

Addition of the limitation of investments in other UCITS or UCIs to 10% of the assets of each sub-fund, except if other restrictions mentioned in the investment policy of the concerned sub-fund exist (new Article 20,b));

14) Deletion of current Article 21 concerning the “Representation and legal proceedings – commitments of the Company”;

15) Deletion of current Article 23 concerning the “Indemnification of directors and managers”;

16) Rewriting of stipulation concerning “General Meetings” (new Articles 24 to 27);

New date for the annual general meeting: last Thursday of July (new Article 25);

17) Partial deletion of current Article 26 “Accounting year – annual and interim reports” as to aspects of financial reports;

18) Replacement of current Article 28 “Dissolution and liquidation of the Company” by new Articles 30 (“Dissolution”) and 31 (“Liquidation”);

19) Insertion of a new Article 32 on “Liquidation, merger, transfer, splitting of sub-funds, categories and/or classes” giving the Board of Directors the broadest powers as to decisions concerning the effectiveness and conditions for merger, liquidation, demerger of sub-funds, categories or classes of shares within the restrictions and conditions provided for by the Luxembourg law of 17 December 2010 (new Article 32, §1);

Addition of the liquidation of feeder sub-funds in the event of liquidation, merger or demerger of master funds (new Article 32, §2).

Complete reformulation of the Company’s Articles of association to bring them into line with the provisions of the Law of 17 December 2010 which came into force on 1st July 2011;

IV. That a first extraordinary general meeting with the same agenda and convened before the undersigned notary on the April 17, 2012 could not validly deliberate, as it was represented at the meeting a number of shares less than a half of the share capital.

V. As appears from the attendance list one (1) share is duly represented at this Meeting.

VI. There is no quorum requirement for the Meeting and the resolution will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast.

As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to choose English as the official language of the Articles of Association as authorised by Article 26 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

Second resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the Articles of incorporation of the Company making the Company subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, replacing the law of 20 December 2002.

Third resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company to drop of any reference to currency for consolidated accounts of the Company.

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the Articles of incorporation of the Company for redefinition of the notion of “sub-fund”.

63716

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the Articles of incorporation of the Company for redefinition of the notions of “category of shares” and “class of shares”.

Sixth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify the deadline for payment of subscription and redemption prices from 6 to 7 bank business days.

Seventh resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company to simplify the definition and condition to the restrictions on holding of the Company’s shares.

Eight resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to delete Article 11 concerning “Closure/liquidation, merger and split of sub-funds, categories and classes”.

Ninth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company authorizing the Board of Directors to split or regroup together shares.

Tenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company to rewrite the Article relating to “Net Asset value” as to the pooling as well as to the definition of assets and liabilities of the Company and their allocation among sub-funds. Unlisted securities shall be valued by a qualified professional appointed by the Board of Directors. Valuation methods for various derivative instruments are now re-grouped under one rule applicable to all financial derivative instruments. Insertion of a maximum rate of 5% for the total amount of annual fees payable by a sub-fund.

Eleventh resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify the Articles of incorporation of the Company for addition of a new case of the suspension of NAV and orders for a “feeder” subfund, when NAV and orders in the “Master” sub-fund are suspended, addition of the possibility for the Board of Directors, in the interest of shareholders, and in the event of subscription, redemption or conversion applications exceeding a percentage of a sub-fund’s net assets as determined by the Board of Directors, to not determine the value of a share until such time as the required purchases and sales of securities have been made on behalf of the sub-fund. In that event, subscription, redemption and conversion applications in the pipeline will be processed simultaneously on the basis of the net asset value so calculated.

Twelfth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to rewrite the Articles of incorporation of the Company about “Directors”, “Chairmanship and Board Meetings”, “Board Powers” and “Daily Management”.

Thirteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company on the “Investment Policy”, addition of the possibility for the Board of Directors 1) to create sub-funds investing in other sub-funds of the Company and 2) to create “Feeder” sub-funds, addition of the limitation of investments in other UCITS or UCIs to 10% of the assets of each sub-fund, except if other restrictions mentioned in the investment policy of the concerned sub-fund exist.

Fourteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to delete the Article 21 in the Articles of incorporation of the Company concerning the “Representation and legal proceedings – commitments of the Company”.

Fifteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to delete the Article 23 in the Articles of incorporation of the Company concerning the “Indemnification of directors and managers”;

Sixteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to rewrite in the Articles of incorporation of the Company the stipulation concerning “General Meetings”.

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to fix the annual general meeting at last Thursday of July.

Seventeenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to modify Article 26 concerning “Accounting year – annual and interim reports” as to aspects of financial reports.

Eighteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to delete the Article 28 “Dissolution and liquidation of the Company” by creating two new Articles in the Articles of incorporation of the Company “Dissolution” and “Liquidation”.

Nineteenth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create a new Article in the Articles of incorporation of the Company on “Liquidation, merger, transfer, splitting of sub-funds, categories and/or classes” and to give the Board of Directors the broadest powers as to decisions concerning the effectiveness and conditions for merger, liquidation, demerger of sub-funds, categories or classes of shares within the restrictions and conditions provided for by the Luxembourg law of 17 December 2010.

Addition of the liquidation of feeder sub-funds in the event of liquidation, merger or demerger of master funds.

Twentieth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders decides, following the foregoing resolutions and modifications, to reformulate the Company’s Articles of Association in accordance with the Luxembourg law of 17 December 2010 which came into force on 1st July 2011, so that now, the Articles of incorporation of the Company, will be read as follow:

WORLDSELECT ONE

Société d’Investissement à Capital Variable

33, rue de Gasperich

L-5826 Hesperange

Luxembourg Trade Registry section B number 101897

ARTICLES OF ASSOCIATION ON 22ND MAY 2012

Chapter I - Company name - Term - Objects - Registered office

Art. 1. Legal form and Company name. A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d’investissement à capital variable – “SICAV”) named “FLEXIFUND” (hereinafter the “Company”) has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the “Articles of Association”).

Art. 2. Term. The Company has been established for an indefinite term.

Art. 3. Object. The Company’s sole object is to invest the funds that it has at its disposal in securities and/or other liquid financial assets with the aim of spreading the investment risks and of sharing the results of its asset management activities with its shareholders.

In general, the Company may take all measures and carry out, at its discretion, all transactions to further its object in the broadest sense of the term in the scope of the Law of 17 December 2010 on collective investment undertakings (the “Law”).

Art. 4. Registered office. The Company’s registered office is located in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

In the event the Board of Directors considers that extraordinary political, economic or social events liable to compromise the Company’s normal operations at the registered office or ease of communication with said registered office or by said office with other countries have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until said abnormal situation no longer exists. However, any such temporary measure shall have no effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of the registered office, shall continue to be a Luxembourg company.

The Company may, by simple decision of the Board of Directors, open branches or offices in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere. The registered office may be moved by simple decision of the Board of Directors either within the commune or, within the limits authorised by Luxembourg law, to another commune of the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter II - Capital - Share features

Art. 5. Capital. The capital shall be represented by fully paid up shares without par value, which shall at all times be equal to the Company’s net asset value.

The minimum capital is the amount provided for under the Law.

Art. 6. Sub-funds. The Board of Directors may create several sub-funds within the Company, each corresponding to a separate part of the Company's assets. Each sub-fund shall have an investment policy and a reference currency that shall be specific to it as determined by the Board of Directors.

Art. 7. Share categories and Classes. Within a sub-fund, the Board of Directors may create various share categories differentiated by (i) the target investors, and/or (ii) their specific fee structure, and/or (iii) the currency or currencies in which the shares are offered, and/or (iv) the use of techniques to hedge the currency risk or any other risk, and/or (v) any other features defined by the Board of Directors.

Within a category, shares shall be of different classes as decided by the Board of Directors: (i) distribution shares granting entitlement to dividends and/or (ii) accumulation shares not granting entitlement to dividends.

Art. 8. Form of the shares. Every share, regardless of the sub-fund, category or class to which it belongs, may be a registered or bearer share as decided by the Board of Directors.

Bearer shares shall be issued in dematerialised form. Bearer share certificates issued in the past shall remain valid until the redemption of the respective shares. Shares relative to lost or damaged certificates shall be replaced by dematerialised bearer shares under the conditions and guarantees determined by the Company.

Registered shares shall be registered on the register of shareholders kept by the Company or by one or more individuals or legal entities that the Company appoints for this purpose. The entry must mention the name of each shareholder, his place of residence or address for service, the number of shares that he owns, the subfund, category and/or class to which said shares belong and the amount paid for each of said shares. In the event a particular shareholder fails to provide an address to the Company,

this fact may be mentioned on the register of shareholders and the shareholder's address shall be deemed to be the Company's registered office until the shareholder provides the Company with another address. Shareholders may change the address mentioned on the register at any time by sending written notice to the Company's registered office or to any other address stipulated by the Company. Any transfer of registered shares inter vivos or upon death shall be registered on the register of shareholders.

The owner of registered shares shall receive confirmation of registration in the register.

Within the limits and conditions set by the Board of Directors, bearer shares may be converted into registered shares and vice versa, as requested by the shareholder in question. The shareholder may have to pay the costs of said conversion.

The Company acknowledges only one shareholder per share. If a share is jointly owned, if title is split or if the share is disputed, individuals or legal entities claiming a right to the share shall appoint a sole representative to represent the share with regard to the Company. The Company shall be entitled to suspend the exercise of all rights attached to the share until said representative has been appointed.

Art. 9. Issue of shares. The Board of Directors may issue new shares at any time and without limitation, without granting current shareholders a preferential subscription right to the shares to be issued. Any new shares issued must be fully paid up. It may, at its discretion, reject any share subscription.

When the Company offers shares for subscription, the price per share offered shall be equal to the net asset value of the shares of the sub-fund, category and class in question (or where applicable, the initial subscription price specified in the prospectus), increased, where applicable, by the costs and fees set by the Board of Directors.

The subscription price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated. Subscription applications may be suspended on the terms and conditions provided for in these Articles of Association.

The Board of Directors may delegate responsibility for accepting subscriptions, receiving payment of the price of the new shares to be issued and for issuing same to any director, executive director or other representative duly authorised for this purpose. Further to a decision by the Board of Directors, fractional shares may be issued. Said fractional shares shall grant entitlement to dividends on a pro rata basis.

The Board of Directors may agree to issue shares in consideration of a contribution in kind of securities, in compliance with the current legislation and in particular with the obligation to produce a valuation report by the Company's auditor and provided that such securities correspond to the sub-fund's investment policy and investment restrictions as described in the Company's prospectus.

Art. 10. Restrictions on holding of the Company's shares. The Company may restrict or prohibit the ownership of the Company's shares by any individual or legal entity if such possession constitutes a breach of current law or is harmful to the Company in other ways.

Art. 11. Conversion of shares. Save for specific restrictions decided by the Board of Directors and mentioned in the prospectus, all shareholders may request that all or part of their shares of a certain category/class be converted into shares of a same or another category/class within the same sub-fund or in a different sub-fund.

The conversion price of the shares shall be calculated on the basis of the respective net asset value of both share categories/classes in question calculated on the same Calculation Date, factoring in, where applicable, costs and fees set by the Board of Directors.

If a share conversion causes the number or total net asset value of shares that a shareholder owns in a given share category/class to fall below a certain number or value determined by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to convert all his shares in said category/class.

Converted shares shall be cancelled.

Conversion applications may be suspended in accordance with the terms and conditions of these Articles of Association.

Art. 12. Redemption of shares. All shareholders may request the Company to redeem all or part of his shares in accordance with the terms and conditions set by the Board of Directors in the prospectus and within the limits imposed by the Law and these Articles of Association.

The redemption price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the sub-fund, category/class concerned, less, where applicable, any costs and fees set by the Board of Directors. This redemption price may be rounded off to the next higher or lower unit or fraction of the currency in question, as determined by the Board of Directors.

If a redemption request causes the number or total net asset value of the shares that a shareholder owns in a share category/class to fall below such minimum number or value set by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to redeem all of his shares in said share category/class.

The Board of Directors may pay the redemption price to any consenting shareholder by allocation in kind of the securities of the sub-fund in question, provided that the other shareholders do not sustain a loss and a valuation report is drawn up by the Company's auditor. The nature or type of assets to be transferred in such case shall be determined by the manager in compliance with the subfund's investment policy and restrictions.

All redeemed shares shall be cancelled.

Redemption applications may be suspended in accordance with the terms and conditions set forth in these Articles of Association.

Art. 13. Share splitting/Consolidation. The Board of Directors may decide at any time to split up or consolidate the shares issued within one same class, same category or same sub-fund, according to the conditions set by it.

Art. 14. Net asset value. The Company shall calculate the net asset value of each subfund, the net asset value per share for each category and class of share and the issue, conversion and redemption prices at least once a month, at to a frequency to be set by the Board of Directors.

The net asset value of each sub-fund shall be equal to the total value of the assets of said sub-fund less the sub-fund's liabilities.

The net asset value per share is obtained by dividing the net assets of the sub-fund in question by the number of shares issued for said sub-fund, considering, where applicable, the breakdown of the net assets of said sub-fund between the various share categories and classes of the sub-fund in question.

Said net value shall be expressed in the currency of the sub-fund in question or in any other currency that the Board of Directors may choose.

The day on which the net asset value is dated shall be referred to in these Articles of Association as the "Calculation Date".

The valuation methods shall be as follows:

The Company's assets include:

- (1) cash in hand and cash deposits, including interest accrued but not yet received and interest accrued on these deposits until the payment date;
- (2) all notes and bills payable on demand and amounts receivable (including the results of sales of securities before the proceeds have been received);
- (3) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights and other investments and securities which are the property of the Company;
- (4) all dividends and distributions to be received by the Company in cash or securities that the Company is aware of;
- (5) all interest accrued but not yet received and all interest generated up to the payment date by securities which are the property of the Company, unless such interest is included in the principal of these securities;
- (6) the Company's formation expenses, insofar as these have not been written down;
- (7) all other assets, whatever their nature, including prepaid expenses.

Without prejudice to the specific provisions applicable to any subfund, category and/or class, the value of these assets shall be determined as follows:

a) the value of cash in hand and cash deposits, bills and drafts payable at sight and amounts receivable, prepaid expenses, and dividends and interest due but not yet received, shall comprise the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value could be received; in that event, the value will be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the actual value of these assets;

b) the value of units in undertakings for collective investment shall be determined on the basis of the last net asset value available on the valuation day;

c) the valuation of all securities listed on a stock exchange or any other regulated market which functions regularly, is recognised and accessible to the public, is based on the closing price on the order acceptance date, and, if the securities concerned are traded on several markets, on the basis of the most recent price on the major market on which they are traded; if this price is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Board of Directors in a prudent and bona fide manner.

d) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or another regulated market which functions in a regular manner, is recognised and accessible to the public, shall be valued on the basis of the probable sale price estimated in a prudent and bona fide manner by a qualified professional appointed for this purpose by the Board of Directors.

e) securities denominated in a currency other than the currency in which the sub-fund concerned is denominated shall be converted at the exchange rate prevailing on the valuation day.

f) the Board of Directors is authorised to draw up or amend the rules in respect of the relevant valuation rates. Decisions taken in this respect shall be included in the prospectus.

g) financial derivative instruments shall be valued according to the rules decided by the Board of Directors and described in the prospectus. These rules shall have been approved in advance by the Company's auditor and the supervisory authorities.

The Company's liabilities include:

(1) all loans, matured bills and accounts payable;

(2) all known liabilities, whether or not due, including all contractual obligations due and relating to payment in cash or kind, including the amount of dividends announced by the Company but yet to be paid;

(3) all reserves, authorised or approved by the Board of Directors, including reserves set up in order to cover a potential capital loss on certain of the Company's investments;

(4) any other undertakings of any kind given by the Company, except for those represented by the Company's equity. For the valuation of the amount of these other liabilities, the Company shall take account of all the charges for which it is liable, including, without restriction, the costs of establishment and any future amendments to the Articles of Association, the prospectus or any other documents relating to the Company; management, performance and other fees and extraordinary expenses; any taxes and duties payable to government departments and stock exchanges; the costs of publication of issue and redemption prices and any other operating costs, including financial charges, bank charges or brokerage incurred on the purchase or sale of assets or otherwise; and all administrative costs. When assessing the amount of these liabilities, the Company shall take account of regular or occasional administrative and other expenses on a pro rata temporis basis.

The assets, liabilities, expenses and fees not allocated to a subfund, category or class shall be apportioned to the various sub-funds, categories or classes in equal parts or, subject to the amounts involved justifying this, proportionally to their respective net assets. Each of the Company's shares which is in the process of being redeemed shall be considered as a share issued and existing until closure on the valuation day relating to the redemption of such share and its price shall be considered as a liability of the Company as from closing on the date in question until such time as the price has been duly paid. Each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be considered as issued as from closing on the calculation date of its issue price and its price shall be considered as being an amount due to the Company until such time as it has been duly received by the Company. As far as possible, account shall be taken of any investment or disinvestment decided by the Company until the valuation day.

The total amount of annual fees payable by a sub-fund, category or class of share shall never exceed 5% (five per cent) of its average net assets.

If it considers that the net asset value calculated is not representative of the real value of the Company's shares, or if since the calculation there have been significant developments on the markets concerned, the Board of Directors may decide to have it updated on that same day, and shall determine a new net asset value in a prudent and bona fide manner.

Art. 15. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, Conversion and Redemption of the shares. Without prejudice to legal causes for suspension, the Company's Board of Directors may at any time temporarily suspend the calculation of the net asset value of shares of one or more sub-funds as well as the issue, conversion and redemption of shares in the following cases:

(a) during any period when one or more currency markets or a stock exchange, which are the main markets or exchanges where a substantial portion of a sub-fund's investments at a given time are listed, is/are closed, except for normal closing days, or during which trading is subject to major restrictions or is suspended;

(b) when the political, economic, military, currency, social situation or any event of force majeure beyond the responsibility or power of the Company makes it impossible to dispose of one assets by reasonable and normal means, without seriously harming the shareholders' interests;

(c) during any failure in the means of communication normally used to determine the price of any of the Company's investments or the going prices on a particular market or exchange;

(d) when restrictions on foreign exchange or transfer of capital prevents transactions from being carried out on behalf of the Company or when purchases or sales of the Company's assets cannot be carried out at normal exchange rates;

(e) as soon as a decision has been taken to either liquidate the Company or one or more sub-funds, categories or classes;

(f) to determine an exchange parity under a merger, partial business transfer, splitting or any restructuring operation within, by or in one or more sub-funds, categories or classes;

(g) for a "feeder" sub-fund, when the net asset value, issue, conversion and/or redemption of the shares of the "master" sub-fund is suspended;

(h) any other cases when the Board of Directors estimates by a justified decision that such a suspension is necessary to safeguard the general interests of the shareholders concerned.

In the event that the calculation of the net asset value is suspended, the Company shall immediately and in an appropriate manner inform those shareholders who have requested the subscription, conversion or redemption of the shares of the subfund(s) in question.

In the event the total net redemption/conversion applications received for a given sub-fund on the valuation day equals or exceeds a percentage determined by the Board of Directors, the Board of Directors may decide to reduce and/or defer the redemption/conversion applications on a pro rata basis so as to reduce the number of shares redeemed/converted to date to the percentage of the net assets of the sub-fund in question determined by it. Any redemption/conversion applications thus deferred shall be given priority in relation to redemptions/conversion applications received on the next valuation day, again subject to the limit set by the Board of Directors.

In exceptional circumstances which could have a negative impact on shareholders' interests, or in the event of subscription, redemption or conversion applications exceeding a percentage of a sub-fund's net assets as determined by the Board of Directors, the Board of Directors reserves the right not to determine the value of a share until such time as the required purchases and sales of securities have been made on behalf of the sub-fund. In that event, subscription, redemption and conversion applications in the pipeline will be processed simultaneously on the basis of the net asset value so calculated.

Pending subscription, conversion and redemption applications may be withdrawn by written notification provided that such notification is received by the company prior to lifting of the suspension. Pending applications will be taken into account on the first Calculation Date following lifting of the suspension. If all pending applications cannot be processed on the same Calculation Date, the earliest applications shall take precedence over more recent applications.

Chapter III - Management and Supervision of the company

Art. 16. Directors. A Board of Directors comprised of at least three members shall manage the Company. Board members do not need to be Company shareholders. The General Meeting of shareholders shall appoint them for a term of office of six years at most, which shall be renewable.

The General Meeting may remove a director from office at will.

If the seat of a director appointed by the General Meeting of shareholders becomes vacant, the directors still in office may temporarily appoint a director. In this case, the General Meeting shall make a permanent appointment at its next meeting.

Art. 17. Chairmanship and Board Meetings. The Board of Directors shall appoint a Chairman and possibly one or more Vice-Chairmen from amongst its members. It may also appoint a secretary who does not need to be a director.

The Board of Directors shall meet at the request of the Chairman or, if he is unable to act, a Vice-Chairman or two directors whenever this is in the Company's best interests, at the place, date and time specified in the notice of meeting. Any director who is unable to attend a Board meeting may appoint another director, in writing, telex, fax or any other means of electronic transmission, to represent him and to vote in his stead. A director may represent one or more of his colleagues.

Save for an emergency, all directors shall be given at least 24 hours' notice in writing of any Board meeting. In the event of an emergency, the nature and the reasons thereof shall be mentioned in the notice of meeting. There shall be no need for such notice of meeting if each director consents in writing or by cable, telegram, telex or fax to such waiver of notice. A specific notice of meeting shall not be required for a Board meeting held at a time and venue specified in a resolution that has already been adopted by the Board of Directors.

Board meetings shall be chaired by the Chairman or, in his absence, the eldest of the Vice-Chairmen, if any, or in their absence, the delegated director, if any, or in his absence, the eldest director attending the meeting.

The Board of Directors may conduct business and act only if the majority of directors are present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of votes cast by the directors attending the meeting or represented. The

votes cast shall not include those of directors who did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote. If, during a Board meeting, there is a tie in voting for or against a decision, the person chairing the meeting shall have a casting vote.

All directors may participate at a Board meeting by telephone conference or by other like means of communications where all individuals attending said meeting can hear one another. Participation at a meeting by these means amounts to attendance in person at said meeting.

Notwithstanding the foregoing provisions, a Board decision may also be taken by circular letter. Such decision shall be approved by all directors who sign a single document or multiple copies thereof. Such decision shall have the same validity and force as if it had been taken at a meeting that had been duly convened and held.

The Chairman or the person who chairs the meeting in his absence shall sign the minutes of Board meetings.

Art. 18. Board powers. The Board of Directors shall have the broadest powers to carry out all acts of management or disposal in the Company's best interests. All powers not expressly reserved to the General Meeting under current law or these Articles of Association shall be the remit of the Board of Directors.

With regard to third parties, the Company shall be validly committed by the joint signature of two directors or the sole signature of all individuals to whom powers of signature have been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Daily management. The Company's Board of Directors may delegate its powers relating to the daily management of the Company's business (including the right to act as the Company's authorised signatory) and to represent it for said management either to one or more directors or to one or more agents who need not necessarily be Company shareholders. Said individuals shall have the powers conferred on them by the Board of Directors. They may sub-delegate their powers, if authorised by the Board of Directors. The Board of Directors may also grant all special mandates by notarised power of attorney or by private power of attorney.

In order to reduce the operating and administrative expenses, while making it possible to achieve more extensive diversification of investments, the Board of Directors may decide that all or part of the Company's assets shall be jointly managed with assets owned by other collective investment undertakings or that all or part of the assets of sub-funds, categories and/or classes shall be jointly managed between them.

Art. 20. Investment policy. The Board of Directors, applying the principle of the spreading of risks, shall be fully empowered to determine the investment policy and restrictions of the Company and each of its sub-funds, and the guidelines to be followed for the management of the Company, in compliance with the Law and subject to the following conditions:

- a) Overall, the Company may not invest more than 10% of the assets of each sub-fund in UCITS and other undertakings for collective investment, apart for certain sub-funds if mentioned in their investments policy;
- b) A sub-fund of the Company may subscribe, purchase and/or hold shares of one or more other sub-funds (referred to as "target sub-funds") of the Company provided that:
 - the target sub-funds do not in turn invest in this sub-fund;
 - the proportion of assets that each target sub-fund invests in other target-sub-funds of the Company does not exceed 10%;
 - any voting rights attached to the shares of the target subfunds shall be suspended as long as they are held by the sub-fund and without prejudice of appropriate treatment in the accounting and periodic reports;
 - in all cases, as long as these target sub-fund shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for purposes of verifying the minimum threshold of net assets required by the Law;
 - there shall be no duplication of management/subscription commissions or redemption between these commissions at the level of the sub-fund that invested in the target sub-fund and this target sub-fund.
- c) The Board of Directors may create "feeder sub-funds" under the conditions provided for by the Law.

Art. 21. Delegation of Management and Advice. The Company may enter into one or more management agreement (s), in the broadest sense of the term within the meaning of the Law, or consultancy agreements with any Luxembourg or foreign company within the limits and subject to the conditions authorised by the Law.

Art. 22. Invalidation clause. No contract and transaction that the Company may enter into with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or more directors or executive directors of the Company has/ have any interest whatsoever in such other company or firm or by the fact that he is a director, shareholder or partner, executive director or employee thereof.

The director or executive director of the Company who is a director, executive director or employee of a company or firm with which the Company signs contracts or otherwise does business shall not thereby be deprived of the right to deliberate, vote and act in connection with matters related to such contracts or such business. In the event a director or an executive director has a personal interest in a Company transaction, said director or executive director shall inform the Board of Directors of his personal interest and shall not deliberate or take part in the vote on said transaction. A

report on said transaction and on the personal interest of such director or nonexecutive director shall be submitted at the next meeting of shareholders.

Art. 23. Company auditor. The accounting data set forth in the annual report drawn up by the Company shall be audited by an authorised company auditor who shall be appointed by the General Meeting for the term of office that it shall set and who shall be remunerated by the Company.

Chapter IV - General meetings

Art. 24. Representation. The duly formed meeting of the Company's shareholders shall represent all Company shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the Company's operations. Resolutions voted at such meetings shall be binding on all shareholders, regardless of the category or class of shares they own. However, if the decisions concern exclusively the specific rights of shareholders of a sub-fund, a category or class or if there is a risk of conflict of interest between the various sub-funds, said decisions must be taken by a general meeting representing the shareholders of said sub-fund, said category or class.

Art. 25. General Meeting of shareholders. The Annual General Meeting of shareholders will be held at the Company's registered office or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg specified in the notice of meeting, on the fourth Thursday of April at 10.00 a.m. If said day is a legal public or banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next bank business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors considers, at its sole discretion, that this change of venue is necessary due to exceptional circumstances.

All other General Meetings of shareholders shall be convened at the request either of the Board of Directors, or of shareholders representing at least one-tenth of the capital. They shall be held at the date, time and place specified in the notice of meeting.

Meetings shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, in his absence, the eldest Vice-Chairman, if any, or in his absence, a delegated Director, if any, or, in his absence, one of the directors or any other person appointed by the Meeting.

Art. 26. Votes. Votes shall be on a one-share one-vote basis and all shares, regardless of the sub-fund to which they belong shall take an equal part in decision-making at the General Meeting. Fractional shares shall have no voting right.

All shareholders may attend meetings either in person or by appointing any other individual as a representative in writing, by cable, telegram, telex or fax.

Art. 27. Quorum and Majority conditions. Unless otherwise provided for under current law or these Articles of Association, the resolutions of the General Meeting of Shareholders shall validly deliberate, regardless of the portion of capital represented. Resolutions shall be adopted by a simple majority of votes cast. The votes cast shall not include those attached to shares for which the shareholder did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote.

Chapter V - Financial year

Art. 28. Financial year. The financial year shall begin on the first day of January of each year and end on the last day of December of the same year.

Art. 29. Allocation of the annual profit/loss. Dividends may be distributed provided that the Company's net assets at all times exceed the minimum capital provided for by the Law.

Following a proposal by the Board of Directors, the General Meeting of Shareholders shall decide, for each category/class of shares, on whether a dividend should be paid is payable and the amount of the dividend to be paid to the distribution shares.

If it is in the interests of shareholders not to distribute a dividend, in view of market conditions, no distribution will be made.

The Board of Directors may, in accordance with current law, distribute interim dividends.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares instead of dividends in cash, in accordance with the terms and conditions that it sets.

Dividends shall be paid in the currency of the sub-fund, unless the Board of Directors decides otherwise.

Chapter VI - Dissolution - Liquidation - Merger - Contribution

Art. 30. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting of Shareholders, ruling as for the amendment of the Articles of Association.

If the Company's capital falls to less than two thirds of the minimum legal capital, the directors may submit the question of the Company's dissolution to the General Meeting, which shall deliberate without a quorum by a simple majority of the shareholders in attendance or represented at the Meeting; account shall not be taken of abstentions. If the capital falls to less than one quarter of the minimum legal capital, the General Meeting shall also deliberate without a quorum, but the dissolution may be decided by the shareholders owning one quarter of the shares represented at the Meeting.

The Meeting must be convened to ensure that it is held within a forty-day period as from the date on which the net assets are recorded to be respectively less than two thirds or one quarter of the minimum capital.

Art. 31. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, it shall be liquidated by one or more liquidators, natural persons or legal entities that the General Meeting shall appoint and whose powers and fees it shall set.

The liquidators shall allocate the net proceeds of the liquidation of each sub-fund, category/class between the shareholders of said subfund, category/class in proportion to the number of shares they own in said sub-fund or category/class.

In the case of straightforward liquidation of the Company, the net assets will be distributed to the eligible parties in proportion to the shares held in the Company. Any assets not distributed within a time period set by the regulations in force will be deposited at the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Art. 32. Liquidation, Merger, Transfer or splitting of sub-funds, Categories and/or Classes. The Board of Directors shall have sole authority to decide on the effectiveness and terms of the following, under the limitations and conditions prescribed by the Law:

- 1) either the pure and simple liquidation of a sub-fund,
- 2) or the closure of a sub-fund (merging sub-fund) by transfer to another sub-fund of the Company,
- 3) or the closure of a sub-fund (merging sub-fund) by transfer to another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union,
- 4) or the transfer to a sub-fund (receiving sub-fund) a) of another sub-fund of the Company, and/or b) of a sub-fund of another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union, and/or c) of another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union;
- 5) or the splitting of a sub-fund.

The techniques for splitting will be the same as those for mergers, as prescribed by the Law.

A feeder sub-fund shall be liquidated under the conditions provided for by law when the master sub-fund itself is liquidated or merged or split.

As an exception to the foregoing, if the Company should cease to exist as a result of such a merger, the effectiveness of this merger must be decided by a General Meeting of Shareholders of the Company resolving under the conditions provided for in Article 27 of these Articles of Association.

In the event of the pure and simple liquidation of a sub-fund, the net assets shall be distributed between the eligible parties in proportion to the assets they own in said sub-fund. The assets not distributed within a time period set by the regulations in force shall be deposited with the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Pursuant to this Article, the decisions adopted at the level of a subfund may be adopted similarly at the level of a share category and/or class.

Chapter VII - Final provisions

Art. 33. Deposit of Company assets. Insofar as required by the Law, the Company shall enter into a depository agreement with a bank or savings institution within the meaning of the Amended Act of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector (the "Depository Bank").

The Depository Bank shall have the powers and responsibilities provided for by the Law.

If the Depository Bank wishes to withdraw, the Board of Directors shall endeavour to find a replacement within two months as from the date when the withdrawal became effective. The Board of Directors may terminate the depository agreement but may only terminate the Depository Bank's appointment if a replacement has been found.

Art. 34. Amendments of the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting criteria required under current law and the requirements of these Articles of Association.

Art. 35. Statutory provisions. For all matters not governed by these Articles of Association, the parties refer to the Companies Act of 10 August 1915 and amendments thereto and to the Law of 17 December 2010 on collective investment undertakings and subsequent amendments.

The extraordinary general meeting of shareholders confirms the registered office of the Company as follows:

L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Nothing else being on the agenda, the meeting was then adjourned and these minutes signed by the members of the bureau and by the notary.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. VATRIQUANT, F. VERONESE, L. CLAIRET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 23 mai 2012. Relation: RED/2012/676. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24 mai 2012.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012061076/605.

(120085735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2012.

IPConcept Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.183.

Le règlement de gestion de Whitelake FIS coordonné au 3 avril 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2012.

IPConcept Fund Management S.A.

Référence de publication: 2012048793/12.

(120066857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2012.

MEIF Luxembourg Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.700,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 100.412.

In the year Two Thousand and Twelve, on the twenty-ninth day of March.

Before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

APPEARED:

Dexia Crédit Local, a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of France, having its registered office at 1 Passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Defense 2 - F92919 La Defense Cedex, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 351 804 042 (the "Sole Shareholder") here duly represented by David Remy, private employee, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and undersigned notary, will remain attached to this deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares and requests the notary to enact the following:

- MEIF Luxembourg Feeder S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and existing under Luxembourg law, with a share capital of EUR 12,700.- (twelve thousand seven hundred euros), having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 100.412 (the "Company") has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, then notary residing in Luxembourg, dated 18 March 2004, and its articles have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 627 dated 17 June 2004 page 30083;

(i) the articles of association of the Company (the "Articles") have been amended on 23 April 2004 by notarial deed before Maître Paul Frieders, then notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 761 dated 23 July 2004, page 36525; and

(ii) the articles of association of the Company (the "Articles") have been amended on 17 December 2008 by notarial deed before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 330 dated 14 February 2009, page 15817.

This being declared, the appearing party, owner of the 508 (five hundred and eight) ordinary shares in registered form representing the entire share capital of the Company, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to set up a premium account, into which any premium paid on any share shall be transferred. The amount of said premium account should be at the free disposal of the Sole Shareholder or of all the shareholders, if at any time there is a plurality of shareholders, and should be distributed from time to time upon decision of the Board of managers.

Second resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the Sole Shareholder decides to amend article 5 of the Articles so as to reflect the taken decisions, which shall be read as follows:

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand seven hundred euro (EUR 12,700) represented by five hundred and eight (508) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share shall be transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s) and can be distributed from time to time upon decision of the Board of Managers.

Third resolution

Reviewing the accounts of the Company as at 31 January 2012 as attached as Schedule A, the Sole Shareholder resolves that EUR 1,180,000 of share premium be repaid to the Sole Shareholder.

Declaration

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs - Estimation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred euro (€ 1,400.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette (Grand-duché de Luxembourg), on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she, as represented here above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil douze, le vingt-neuf mars.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Dexia Crédit Local, une société anonyme incorporée selon la loi française, ayant son siège social au 1 Passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Defense 2 - F92919 La Defense Cedex, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 351 804 042 (l'«Associé Unique»), dûment représentée par David Remy, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme dit ci-dessus, a déclaré et a requis du notaire instrumentant qu'il établisse que:

- MEIF Luxembourg Feeder S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, au capital social de EURO 12.700 (douze mille sept cents euros), ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.412 (la «Société»), a été constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg le 18 mars 2004, et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 627 du 17 juin 2004, page 30083,

(i) les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés le 23 avril 2004 en vertu d'un acte reçu par Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 761 du 23 juillet 2004, page 36525; et

(ii) les Statuts ont été modifiés le 17 décembre 2008 en vertu d'un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Luxembourg, Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 330 du 14 février 2009, page 15817.

Ces faits ayant été déclarés, la partie comparante, propriétaire des 508 (cinq cent huit) parts sociales nominatives représentant l'intégralité du capital social de la Société, a immédiatement procédé et pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'établir un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission serait laissé à la libre disposition de l'Associé Unique ou de tous les associés, si à un moment il y a plus d'un associé, et pourrait-être distribué sur décision du Conseil de Gérance de la Société.

Seconde résolution

En conséquence des déclarations et décisions prises ci-avant, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des Statuts afin de refléter les décisions prises, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

« **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à la somme de douze mille sept cents euros (EUR 12.700) représenté par cinq cent huit (508) parts sociales nominatives ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition de l'(des) Associé(s) et peut-être distribué de temps en temps sur décision du Conseil de Gérance de la Société.»

Troisième résolution

Après avoir revu les comptes de la Société au 31 janvier 2012, L'Associé Unique décide que 1,180,000 euros de prime d'émission soit repayé à l'Associé Unique.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivie d'une version français, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais - Estimation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ mille quatre cents euros (€ 1.400,-).

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette (Grand - Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci, telle que représentée ci-dessus, a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Remy, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 avril 2012. Relation: EAC/2012/4639. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012048335/126.

(120065950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Regus No. 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.666.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de M. Dominique Yates, gérant de la société, a fait l'objet d'un changement et est désormais la suivante:

2B Chemin de Bellevue

1197 Prangins

Suisse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2012048407/15.

(120065926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Ceva Freight Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1360 Luxembourg, Cargo Center East.

R.C.S. Luxembourg B 159.954.

—

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date 20 avril 2012

En date du 20 avril 2012, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Monsieur Ulf MEYER de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Ernst DE KUIPER, né le 13 février 1965 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant l'adresse professionnelle suivante: 20, Siriusdreef, 2132 WT Hooffdorp, Pays-Bas, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Michael VÖLLNAGEL
- Monsieur Ernst DE KUIPER

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2012.

Ceva Freight Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012049169/21.

(120067414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Regus No. 6, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 166.259.

—

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de M. Dominique Yates, gérant de la société, a fait l'objet d'un changement et est désormais la suivante:

2B Chemin de Bellevue

1197 Prangins

Suisse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2012048408/14.

(120065928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Mobey S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 18-20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.979.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 28 novembre 2011

L'Assemblée prend acte que suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 octobre 2011, tenue devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, la société Mobey S.A. a augmenté son capital social et le nombre d'actionnaires souscrivants; par conséquent et conformément à la loi et aux statuts de la société, la nomination d'un Conseil d'Administration constitué d'au moins trois membres s'avère nécessaire.

Après rappel par le président que 5 sièges sont à pourvoir, il est procédé à l'élection des administrateurs comme suit:

- Le mandat de l'Administrateur Unique étant échu, l'Assemblée renouvelle le mandat de l'Administrateur sortant de Monsieur Karim-Alexandre Rochegude, né le 19/01/1979 à Villeneuve d'Ascq (France), demeurant à 29, boulevard Gustave Jacquemart L-1833 Luxembourg, et exerçant la profession de Directeur Général de Mobey S.A., avec 3605 voix autant qu'Administrateur;
- Monsieur Paul Helminger, né le 28/10/1940 à Esch sur Alzette, demeurant à 55, Rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg et exerçant la profession d'Administrateur chez HotCity SA, avec 3605 voix autant qu' Administrateur;
- Monsieur Philippe Schaeffer, né le 26/03/1983 à Luxembourg, demeurant à 17, cours Valmy F-92987 Paris La Défense 7 et exerçant la profession de Banquier d'Affaires chez Société Générale à Paris, avec 3605 voix autant qu' Administrateur;
- Monsieur Patrick Muller, né le 01/06/1968 à Luxembourg, demeurant à 22, Rue Raymond Poincaré L-2342 Luxembourg et exerçant la profession de Gérant chez Fischer S.à.r.l., avec 3605 voix autant qu' Administrateur;

- Monsieur Franz Lathuillier, né le 28/08/1978 à Lille, demeurant à 127, Avenue JB Clément F-92100 Boulogne, France et exerçant la profession de Trésorier Adjoint chez Axa Paris avec 3605 voix autant qu' Administrateur.

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à 3605 voix.

L'Assemblée, conformément à l'article 60 de la loi 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales et à l'article 11 des statuts de la société, autorise le Conseil d'Administration à déléguer les pouvoirs de gestion journalière à l'administrateur Karim-Alexandre ROCHEGUDE .

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à 3605 voix.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MOBEY S.A.

Référence de publication: 2012049899/33.

(120068274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

Regus No.4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.071.

Extrait de résolutions prises par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société en date du 17 février 2012

KPMG Luxembourg S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg: B 149.133) avec adresse professionnelle au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, est nommée réviseur d'entreprises de la Société pour une durée se terminant à l'approbation des comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Pour la Société

Référence de publication: 2012048409/14.

(120065927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Financière Tiara, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 35.205.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 18 avril 2012

1. Mme Virginie DOHOGNE n'a pas été renouvelée dans ses mandats d'administrateur de la catégorie B et de présidente du conseil d'administration.

2. M. Hugo FROMENT n'a pas été renouvelé dans son mandat d'administrateur de la catégorie A.

3. Mlle Karoline WILLOT, administrateur de sociétés, née à Uccle (Belgique), le 11 janvier 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur de la catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

4. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Vénézuéla), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur de la catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

5. Mme Mounira MEZIADI a été reconduite dans son mandat d'administrateur de la catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

6. M. François PFISTER a été reconduit dans son mandat d'administrateur de la catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

7. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

8. Mme Valérie PECHON a été nommée comme présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Luxembourg, le 27 avril 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FINANCIERE TIARA

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012049774/30.

(120068587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

E.B.O., Events and Business Organisation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 51.038.

L'an deux mille douze,

Le seize avril,

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "EVENTS AND BUSINESS ORGANISATION S.A.", en abrégé "E.B.O.", avec siège social à L-3397 Roeser, 2, rue du Brill, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Paul HENCKS, alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 mars 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 378 du 9 août 1995, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire HENCKS en date du 15 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 764 du 14 octobre 1999, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire HENCKS en date du 20 novembre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1347 du 18 décembre 2003, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire HENCKS en date du 21 septembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2262 du 4 décembre 2006, modifiée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 16 septembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2553 du 24 novembre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 51.038.

L'assemblée est présidée par Madame Siyuan Isabelle HAO, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Laurence TRAN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Robert dit Bob BELLION, administrateur de société, demeurant à Sandweiler.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

Modification de l'objet social et modification subséquente de l'article deux des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

"La société a pour objet:

1) d'offrir tous les services et conseils tant aux personnes morales qu'aux personnes physiques en agissant soit par elle-même soit par sous-traitance, notamment dans les domaines suivants:

a) l'organisation d'événements culturels, sportifs, de conférences ou de toutes sortes de manifestations publiques ou privées,

b) l'organisation de formations, de séminaires, etc.,

2) de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères,

3) d'acquérir par voie de participations, d'apports, de souscription, de prises fermes ou d'options d'achats, de négociation et de toute autre manière, tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant,

4) de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres,

5) d'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (les "Sociétés Affiliées"), tout concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers de Sociétés Affiliées),

6) d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée,

7) de commercialiser et vendre des produits via internet, incluant notamment, mais de manière non limitative, la vente et le téléchargement de contenus électroniques (film, etc.), l'achat de tout contenu électronique auprès d'éditeurs et la revente soit en tant qu'agent soit pour son propre compte,

8) de créer tout site web et/ou tout support internet en vue de l'accomplissement de l'objet de la société,

9) de se mettre en relation avec toute banque en vue de mettre en place un processus de paiement sur internet afin d'accomplir l'objet de la société,

10) d'acheter, d'acquérir, d'obtenir ou de prendre une licence, et détenir, utiliser, développer, protéger, céder, accorder une licence, une sous-licence, ou bien disposer de, ou gérer des brevets, des droits sur des brevets, des dessins, des brevets d'invention, des droits de reproduction, des dessins, des marques de commerce, des secrets de fabrique, des savoirs faire, des protections, concessions et inventions et tout autre intérêt y afférant,

11) d'exercer une activité en tant que société détenant des droits de propriété intellectuelle, entreprenant la recherche et le développement d'inventions, de droits de reproduction, de brevets, et d'accorder en ce sens des droits, privilèges et licences,

12) de faire toutes choses apparaissant à la société comme étant nécessaires, dans le cadre de son rôle de société en charge du développement de l'accès, via internet, à des films, à la télévision et autre contenu de divertissement à quelque stade que ce soit (livre, scénario, développement, production ou produit fini),

13) de manière générale de faire toute chose apparaissant à la société comme étant accessoire ou facilitant la réalisation des objets ci-dessus ou l'un d'entre eux.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques, financières, mobilières ou immobilières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs tels que décrits ci-dessus et afin de faciliter l'accomplissement de son objet."

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social et de modifier subséquemment l'article deux des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet:

1) d'offrir tous les services et conseils tant aux personnes morales qu'aux personnes physiques en agissant soit par elle-même soit par sous-traitance, notamment dans les domaines suivants:

a) l'organisation d'événements culturels, sportifs, de conférences ou de toutes sortes de manifestations publiques ou privées,

b) l'organisation de formations, de séminaires, etc.,

2) de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères,

3) d'acquérir par voie de participations, d'apports, de souscription, de prises fermes ou d'options d'achats, de négociation et de toute autre manière, tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant,

4) de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres,

5) d'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (les "Sociétés Affiliées"), tout concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers de Sociétés Affiliées),

6) d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée,

7) de commercialiser et vendre des produits via internet, incluant notamment, mais de manière non limitative, la vente et le téléchargement de contenus électroniques (film, etc.), l'achat de tout contenu électronique auprès d'éditeurs et la revente soit en tant qu'agent soit pour son propre compte,

8) de créer tout site web et/ou tout support internet en vue de l'accomplissement de l'objet de la société,

9) de se mettre en relation avec toute banque en vue de mettre en place un processus de paiement sur internet afin d'accomplir l'objet de la société,

10) d'acheter, d'acquérir, d'obtenir ou de prendre une licence, et détenir, utiliser, développer, protéger, céder, accorder une licence, une sous-licence, ou bien disposer de, ou gérer des brevets, des droits sur des brevets, des dessins, des brevets d'invention, des droits de reproduction, des dessins, des marques de commerce, des secrets de fabrique, des savoirs faire, des protections, concessions et inventions et tout autre intérêt y afférant,

11) d'exercer une activité en tant que société détenant des droits de propriété intellectuelle, entreprenant la recherche et le développement d'inventions, de droits de reproduction, de brevets, et d'accorder en ce sens des droits, privilèges et licences,

12) de faire toutes choses apparaissant à la société comme étant nécessaires, dans le cadre de son rôle de société en charge du développement de l'accès, via internet, à des films, à la télévision et autre contenu de divertissement à quelque stade que ce soit (livre, scénario, développement, production ou produit fini),

13) de manière générale de faire toute chose apparaissant à la société comme étant accessoire ou facilitant la réalisation des objets ci-dessus ou l'un d'entre eux.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques, financières, mobilières ou immobilières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs tels que décrits ci-dessus et afin de faciliter l'accomplissement de son objet."

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: S. I. Hao, L. Tran, R. dit B. Bellion, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 avril 2012. Relation: LAC / 2012 / 17924. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 25 avril 2012.

Référence de publication: 2012048715/133.

(120066514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2012.

Riverland 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Riverland 2 S.à r.l.

M.C.J. Weijermans / P.L.C. van Denzen

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2012048412/13.

(120065411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Diapason Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 163.245.

L'an deux mille douze,

le dix-sept février.

Par-devant Nous Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à LUXEMBOURG, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de l'original de la présente minute,

a comparu:

Monsieur Lionel MOTIERE, administrateur de société, demeurant 80, allée des Tennis, F-74290 Menthon-Saint-Bernard (France),

ici représenté par:

Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration avec pouvoir de substitution lui donnée à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 06 février 2012.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle personne comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique («l'Actionnaire») de la société «DIAPASON INVESTISSEMENTS S.A.», (la «Société»), une société anonyme, constituée avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en trois mille cent (3'100) actions ayant chacune une valeur nominale de DIX EUROS (10.- EUR), suivant un acte notarié dressé par le ministère du notaire soussigné en date

du 26 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 21 octobre 2011, sous le numéro 2557 et page 122701,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 163 245, établie et ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis le jour de sa constitution.

L'Actionnaire, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million trois cent quatre-vingt-quinze mille euros (1'395'000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31'000.EUR) divisé en trois mille cent (3'100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, à un montant d'un million quatre cent vingt-six mille euros (1'426'000.- EUR) qui sera finalement divisé en cent quarante-deux mille six cents (142'600) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune.

2 Émission de cent trente-neuf mille cinq cents (139'500) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces actions nouvelles par l'Actionnaire, Monsieur Lionel MOTIERE et acceptation de la libération intégrale de ces actions nouvelles par apport en numéraire de la somme à hauteur de quatre cent mille euros (400'000.- EUR) et par un apport en nature d'une créance certaine liquide et exigible, consistant en une dette partielle détenue par ce même seul Actionnaire et souscripteur contre la Société, à concurrence d'un montant de neuf cent quatre-vingt-quinze mille euros (995'000.- EUR).

4 Modification de l'article cinq (5), premier alinéa des statuts de la Société de manière à refléter l'augmentation du capital social de la Société.

5 Divers.

L'Actionnaire a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire DECIDE d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant d'un million trois cent quatre-vingt-quinze mille euros (1'395'000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31'000.- EUR) divisé en trois mille cent (3'100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, à un montant d'un million quatre cent vingt-six mille euros (1'426'000.- EUR) qui sera finalement divisé en cent quarante-deux mille six cents (142'600) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune.

Deuxième résolution

L'Actionnaire DECIDE d'émettre, en conséquence directe de cette augmentation de capital, cent trente-neuf mille cinq cents (139'500) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de rédaction notariée des résolutions à prendre par l'Actionnaire.

Troisième résolution

Souscription - Libération

Les cent trente-neuf mille cinq cents (139'500) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) émises par la Société ont été entièrement souscrites par l'Actionnaire et de même ont été libérées intégralement par (i) par un apport en numéraire à concurrence d'un montant de quatre cent mille euros (400'000.- EUR) et (ii) par un apport en nature consistant en la conversion en capital d'une créance certaine liquide et exigible, se composant d'une dette partielle détenue par ce même seul Actionnaire et souscripteur contre la Société, à concurrence d'un montant de neuf cent quatre-vingt-quinze mille euros (995'000.EUR).

Conformément à l'article 26-1, en connexion avec l'article 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la dite créance a fait l'objet d'un rapport, établi par le réviseur d'entreprises, la société "AbaCàb S.à r.l." une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 231 Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg et signé par Monsieur Marco RIES, réviseur d'entreprises, en date du 07 février 2012, dont la conclusion, rédigée en langue française, est la suivante:

«*Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Le susdit rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire de la personne comparante et actionnaire unique et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps avec elles.

La preuve du versement en numéraire de la somme de quatre cent mille euros (400'000.- EUR) a été rapportée au notaire instrumentant par une attestation bancaire, ce qui a été expressément reconnue par le notaire.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique DECIDE de remplacer le premier alinéa de l'article CINQ (5) des statuts de la Société par le nouvel alinéa premier suivant de ce même article CINQ (5) de manière à refléter l'augmentation du capital social précitée:

Art. 5. (Premier alinéa). «Le capital social souscrit est fixé à un million quatre cent vingt-six mille euros (1'426'000.- EUR) représenté par cent quarante-deux mille six cents (142'600) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société du fait de ce document sont estimés à environ deux mille deux cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. D. KLAPP, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 février 2012. Relation: EAC/2012/2571. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012049199/95.

(120067146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Teck Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 32.318.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.940.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société datées du 3 avril 2012 que:

(i) Monsieur Andrew B. Buchan a été révoqué en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

(ii) Monsieur Douglas Powrie, né le 13 juin 1961 à Edmonton, Canada résidant professionnellement au Suite 3300, 550 Burrard Street, Vancouver V6C 0B3, Canada a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Référence de publication: 2012048476/17.

(120065711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Dassia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 94.607.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 25 avril 2012 à 15.00 heures à Luxembourg
1, rue Joseph Hackin*

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'administrateurs de Messieurs Noël DIDIER, Joseph WINANDY et de la société COSAFIN S.A. représentée par Monsieur Jacques BORDET.

- L'Assemblée décide de nommer Monsieur Nicolas MONTAGNE, né le 10 janvier 1975 à Croix (France), avec adresse professionnelle au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg en remplacement de Monsieur Olivier DUHR au poste d'administrateur.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes de monsieur Pierre SCHILL.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendront fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Pour extrait
FIDUPAR
Signatures

Référence de publication: 2012049196/21.

(120067349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 90.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012048413/9.

(120065105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 90.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012048414/9.

(120065670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 90.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012048415/9.

(120065676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

EP Galileo France 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 132.338.

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of April

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

EUROPEAN PROPERTIES S.à r.l., with registered office at L-1249 Luxembourg, 2 rue du Fort Bourbon (R.C.S. Luxembourg number B 121620),

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that, EUROPEAN PROPERTIES S.à r.l. prenamed, is the sole actual shareholder of EP Galiléo France 1 S.à r.l. a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon, incorporated by a notarial deed on September 12, 2007, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 2563 of November 10, 2007.

- that the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the share capital by an amount of EUR 25,000.- (twenty five thousand Euro) to raise it from its current amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) up to EUR 37,500.- (thirty seven thousand five hundred Euro) by the issuance of 1,000 (one thousand) new shares to be paid up in cash.

Second resolution:

The sole member, represented by Ms. Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to the 1,000 (one thousand) new shares, and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of EUR 25,000 (twenty five thousand Euro) as was certified to the undersigned notary by a banking certificate.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole member decides to amend the article 6 of the Articles of Incorporation to read as follows:

"The corporate capital is set at EUR 37,500.- (thirty seven thousand five hundred Euro), represented by 1,500 (one thousand five hundred) shares of twenty-five euro (25.- EUR) each.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze le dix-sept avril

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

EUROPEAN PROPERTIES S.à rl, dont le siège social est établi à L-1249 Luxembourg, 2 rue du Fort Bourbon, R.C.S. Luxembourg numéro B 121620, ici représentée par Madame Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que, EUROPEAN PROPERTIES S.à rl, précitée, est la seule et unique associée de la société EP Galiléo France 1 S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, par acte notarié en date du 12 septembre 2007, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 2563 du 10 novembre 2007.

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 25.000,- (vingt cinq mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) à EUR 37.500,- (trente sept mille cinq cents euros) par l'émission de 1.000 (mille) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt cinq euros) chacune.

Deuxième résolution:

L'associé unique, représenté par Mme Gibert, prénommée, en vertu de la procuration dont mention ci-avant a déclaré souscrire aux 1.000 (mille) parts sociales nouvelles, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 25.000,- (vingt cinq mille euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire.

Troisième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide d'en modifier l'article 6 pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 37.500,- (trente sept mille cinq cents euros), représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 20 avril 2012. Relation: LAC/2012/18083. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2012048699/81.

(120066985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2012.

TrefilARBED Grembergen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.215.

1. L'Assemblée générale du 23 avril 2012 a pris acte de la démission de Monsieur Emile Walch, administrateur.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouvel administrateur, Monsieur Pierre Thompson, avec adresse professionnelle au L-3235 Bettembourg, Krakelshaff.

Monsieur Thompson est nommé pour une période de cinq (5) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2017.

2. L'Assemblée générale a également pris acte de la démission de Monsieur Stéphane Pansart, commissaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouveau commissaire Monsieur Christian Chrétien, avec adresse professionnelle à Route de Finsterthal, L-7769 Bissen.

Monsieur Chrétien est nommé pour une période de cinq (5) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Référence de publication: 2012048479/19.

(120065997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Schering-Plough Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 97.604.

Extrait des résolutions prises par les gérants en date du 10 avril 2012

Il résulte des décisions prises par les gérants en date du 10 avril 2012 que:

Le siège social de la société Schering-Plough Luxembourg S.à r.l., a été transféré du 5, Rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mars 2012.

Luxembourg, le 23 avril 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012048429/15.

(120065153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Services Produits Solutions Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8223 Mamer, 3, rue de Madrid.

R.C.S. Luxembourg B 145.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012048431/9.

(120065599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Shamil Real Estate Financing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.

R.C.S. Luxembourg B 135.338.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Par mandat
Lucy DUPONG

Référence de publication: 2012048432/12.

(120065686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Tele Columbus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.306.

Les décisions suivantes ont été approuvées et ratifiées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 18 avril 2012

- La nomination comme qu'administrateur de la société de Mr. Christian Boekhorst, né le 04 septembre 1972 à Nijmegen (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 12 Doria Road, London SW6 4UG, Royaume-Uni. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Pour la société
TMF Luxembourg SA
Signatures
Domiciliataire

Référence de publication: 2012048477/18.

(120065878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

HK Concept S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 58, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 56.404.

Il résulte d'un acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 30 mars 2012, relative à l'augmentation de capital de la société KANA IMMOBILIARE S.à r.l., ayant son siège social à L-8437 Steinfort, 58, rue de Koerich, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125.924,

que le capital social a été augmenté d'un montant de quarante-sept mille trois cent soixante-huit euros (EUR 47.368,-); entièrement libéré par Monsieur Patrick HISETTE, gérant de sociétés, né à Arlon (B) le 1^{er} novembre 1968, demeurant à L-8826 Perlé, 8, Grand-Rue,

par apport en nature de cinquante (50) parts sociales de la société HK CONCEPT S.à r.l., (correspondant à 50% du capital de cette société).

En conséquence de ce qui précède la répartition des parts sociales de la société HK CONCEPT S.à r.l. est la suivante:

1. Monsieur Patrick KIMMER, né le 6 février 1960 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 208B, rue de Sesselich, cinquante (50) parts sociales,

2. KANA IMMOBILIARE S.à r.l., ayant son siège social à L-8437 Steinfort, 58, rue de Koerich, cinquante (50) parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société HK CONCEPT S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2012049301/23.

(120067213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Shamil Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.

R.C.S. Luxembourg B 135.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Par mandat

Lucy DUPONG

Référence de publication: 2012048433/12.

(120065687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Wingfield International Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.419.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Lors de la constitution de la société WINGFIELD INTERNATIONAL FINANCE ayant son siège social à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 2 avril 2012, enregistrée à Luxembourg AC, le 04 avril 2012, LAC/2012/15513, aux droits de 75.-€, non encore déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, une erreur matérielle s'est glissée dans la version anglaise et française de l'acte dans le texte de l'acte à la fin en ce qui concerne la nomination d'un des administrateurs, personne morale, à savoir: E&A MANAGEMENT S.A..

En effet lors de cette nomination, on a omis de préciser le représentant permanent de cette personne morale.

Il y a donc lieu de lire dans la version anglaise:

E&A MANAGEMENT S.A., R.C.S. B Number 165.202, having its registered office at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, class B director,

represented by its permanent representative Mister Gabriel EL RHILANI, born on the 20th of February 1982 in Liège (Belgium), private employee, having his business address at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

Il y a donc lieu de lire dans la version française:

E&A MANAGEMENT S.A., R.C.S. B Numéro 165.202, ayant son siège social au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Administrateur de catégorie B.

représentée par son représentant permanent Monsieur Gabriel EL RHILANI, né le 20 février 1982 à Liège (Belgique), employé privé, ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Signé: M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 avril 2012. LAC/2012/17264. Reçu douze euros EUR 12,

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2012.

Référence de publication: 2012050080/33.

(120068604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

Simplify S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.489.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale annuelle tenue en date du 18 avril 2012 que:

- Le siège social de la Société est transféré du 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg à partir du 18 avril 2012.

Luxembourg, le 24 avril 2012.

Pour extrait conforme

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2012048434/16.

(120065786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Dexia Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.659.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 19 avril 2012

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur Jean-Yves MALDAGUE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Madame Véronique DI MARIA, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Monsieur Vincent HAMELINK, Place Rogier 11, B-1210 Bruxelles

Monsieur Koen VAN DE MAELE, Place Rogier 11, B-1210 Bruxelles

Monsieur Jean-Michel LOEHR, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette

Monsieur Willy LAUWERS, Boulevard Pachéco, 44, B-1000 Bruxelles

Monsieur Jan VERGOTE, Boulevard Pachéco, 44, B-1000 Bruxelles

DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., représentée par Monsieur Jean-Yves MALDAGUE 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2013

- a renouvelé le mandat de:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., RCS B-65477, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2013.

Pour DEXIA BONDS

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012049725/26.

(120068952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

Sinequanon Real Estate Services S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 124.322.

Le bilan au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012048435/10.

(120065769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

SG Issuer, Société Anonyme,

(anc. Société Générale d'Arbitrages et de Participations Luxembourg S.A.).

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.363.

Précisions relatives à la Neuvième Résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 avril 2012

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 avril 2012, l'Associé Unique de la Société à au travers de la Neuvième Résolution accepté la démission de tous les administrateurs actuels.

Par la présente, l'Associé Unique de la Société confirme avoir accepté lors de cette Neuvième Résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire: du 16 avril 2012 la démission de Monsieur Patrick Vincent de ses fonctions d'Administrateur Délégué de la Société.

Luxembourg, le 23 avril 2012.

Société Générale Bank & Trust Associé Unique de la Société

M. AUGIER

Référence de publication: 2012048437/16.

(120065422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Atmosfaehr S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 69.790.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 25 avril 2012 au siège social de la société

L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de l'administrateur, à savoir M. Kristian Groke, né le 1^{er} avril 1964 à Hamburg (Allemagne), demeurant 4, Dimitri Nicolaou, CY-4006 Mesa Geitonia, Chypre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

L'assemblée générale décide à l'unanimité de révoquer les sociétés Kingfisher Services S.A. et Auriga S.A. en tant qu'administrateurs.

Suite à cette révocation sont nommés nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017, les sociétés:

Salinas Consulting Corp., Company registrar Seychelles no. 096651, avec siège social Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe, Republic of Seychelles, représentée par son directeur, Mme Jaqueline Alexander, né le 13 juillet 1979 à Panama, demeurant à Panama, dist. San Miguelito, Rufina Alfaro, urb. Altos de Cerro Viento, Calle M 691 et

Coparian S.A., Company registrar Panama no. 746534/2042009 avec siège social à Marbella, 54th East Street, #3a, City of Panama, Republic of Panama, représentée par son directeur Mme Jaqueline Alexander, né le 13 juillet 1979 à Panama, demeurant à Panama, dist. San Miguelito, Rufina Alfaro, urb. Altos de Cerro Viento, Calle M 691.

L'assemblée générale décide à l'unanimité de révoquer la société Lighthouse Services S.à.r.l. en tant que commissaire aux comptes.

Est nommée nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017, la société Yilgas Holdings Ltd, inscrite au registre de commerce Nicosia/Chypre sous le numéro HE203885 avec siège social à 70, Gladstonos Street, CY-3041 Limassol, Chypre.

Atmosfaehr S.A.H.

Référence de publication: 2012049633/28.

(120068462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

Starbev Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 149.453.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012048441/12.

(120065824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Spring Laurel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 31.520.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 165.122.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 janvier 2012

EXTRAIT

En date du 28 décembre 2011, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 18 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, au 61 Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Spring Laurel S.à r.l.

Référence de publication: 2012048440/14.

(120065279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Starbev Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 149.946.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012048442/11.

(120066018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Starbev Participation Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 149.947.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012048443/11.

(120066029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

Summer Soca LNG Liquefaction S.A., Société Anonyme.**Capital social: USD 124.919.815,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 95.782.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 octobre 2003

Rectificatif du document enregistré et déposé le 23.12.2011 sous le N° L110207890 concernant le nom et prénom ainsi que l'adresse professionnelle de l'administrateur de classe A:

Le prénom de l'administrateur de classe A est «Qing» et le nom de famille est «Zhang», né le 8 juin 1968 à Beijing, Chine, demeurant professionnellement au 25F New Poly Plaza, N° 1 North Chaoyangmen Street, Dongcheng District à Beijing 100010, Chine.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Summer Soca LNG Liquefaction S.A.

Référence de publication: 2012048444/15.

(120065281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

TN Espo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 139.360.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE ONZE AVRIL.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TN ESPO S.A., ayant son siège social à L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, R.C.S. Luxembourg numéro B139360,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX en date du 19 mai 2008, publié au Mémorial C n°1645, page 78.937, les statuts de la sociétés ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte du même notaire en date du 28 mai 2008, publié au Mémorial C n°1801, page 86.421.

La société a été mise en liquidation par acte du notaire soussigné en date du 8 décembre 2011 publié au Mémorial C n°250 du 30 janvier 2012, page 11.969.

L'assemblée est présidée par Monsieur Judicael MOUNGUENGUY, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

lequel désigne comme secrétaire Madame KULAS Chantal, employée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Judicael MOUNGUENGUY, préqualifié.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Rapport du commissaire vérificateur;
2. Paiements à effectuer selon le rapport du commissaire vérificateur;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonction lors de la mise en liquidation de la Société;
4. Décharge au liquidateur et au commissaire vérificateur;
5. Clôture de la liquidation et désignation de l'endroit où les livres et documents comptables de la société seront déposés et conservés pour une période de 5 ans;
6. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour. Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

M. Eric VANDERKERKEN, demeurant au 22-24, Rives de Clausen à L-2165 Luxembourg, nommé Commissaire-Vérificateur, a fait son rapport, lequel est approuvé par l'assemblée générale extraordinaire.

Deuxième résolution

L'assemblée donne pouvoir au liquidateur, Monsieur Massimo Longoni, administrateur, résident au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen à L-2526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg afin d'effectuer les paiements et attributions selon le rapport du commissaire-vérificateur.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant aux administrateurs en fonction et au commissaire en fonction au moment de la mise en liquidation, et décharge est donnée aux membres du bureau.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant au liquidateur qu'au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Cinquième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société dénommée "TN ESPO S.A.", qui cessera d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents de la société resteront déposés pendant 5 années au siège de la société

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: J. MOUNGUENGUY, C. KULAS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 13 avril 2012. Relation: RED/2012/493. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 23 avril 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012048492/71.

(120065218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

SEB 5 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howlad, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 131.694.

Le rapport annuel au 31 octobre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012048451/10.

(120066037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

SEB 6 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 131.561.

Le rapport annuel au 31 octobre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012048452/10.

(120066034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

FINANCIAL BIS Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.187.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2012

L'Assemblée prend acte de la démission datée du 30 mars 2012 de Madame Sonia Still, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg de son mandat d'administrateur.

En vertu de l'article 51 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, l'Assemblée constate qu'une place d'administrateur est vacante et décide de nommer administrateur avec effet immédiat, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Alessandro Lorenzi, né le 5 juillet 1969 à Rome (Italie), demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L - 2180 Luxembourg.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012049601/20.

(120067426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Thames River Property (Securities) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 106.788.

Le Bilan au 31 mars 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012051145/9.

(120070680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2012.
